

Ferment

Union libre des peuples libres d'Afrique. Solidarité internationaliste des travailleurs »

Avril 24

fermentbirane@gmail.com - Blog : <http://ferment.blog4ever.com/articles> - facebook : <https://www.facebook.com/profile.php?id=100019974576768> - <https://www.facebook.com/fermentbirane/> - twitter : <https://twitter.com/FBirane>

TERRE AFRICAINE DU SENEGAL

LE PEUPLE TOURNE LA PAGE DE MACKY/AMADOU/APR/BBY POUR UNE ALTERNATIVE AU LIBERALISME ET AU NEOCOLONIALISME

Diagne Fodé Roland

Le candidat souverainiste Bassirou Diomaye Diakhar Faye devient le 5ème président de la République. Le peuple jubile légitimement pour avoir chassé dans les urnes le pouvoir libéral de l'autocratie néocoloniale.

Le vent souverainiste qui souffle sur l'Afrique atteint le Sénégal par le bulletin de vote. Pour obtenir cela les militants en symbiose avec le peuple ont résisté à la répression sanglante et déjoué tous les pièges de l'autocratie libérale française.

Plusieurs dizaines de tués, notamment par les nervis, des centaines de blessés dont certains handicapés à vie, des milliers de prisonniers politiques dont certains torturés. Ce bilan macabre des tortionnaires exige vérité, justice et réparation.

Les lois piétinées et les institutions malmenées, notamment l'institution judiciaire qui doit être assainie et son indépendance assurée. Le Conseil Constitutionnel vilipendé pour remettre en cause sa validation des candidats. L'administration souillée par des refus d'exécuter des décisions de justice. Les conquêtes démocratiques doivent être restaurées et le présidentielisme doit être réduit voire banni.

Les rapports des corps de contrôle (IGE, IGF, OFNAC, Cour des comptes) victimes du « coude » de l'actuel président doivent être exhumés et mis à la disposition de la justice pour lutter contre la corruption endémique et un audit de la gestion du pays doit être réalisé pour jauger l'état réel de la situation économique.

Éviter le syndrome français du pouvoir de gauche

Le 10 mai 1981 le peuple français fêtait la victoire de la gauche PS/PCF mis à l'écart du pouvoir depuis la fondation de la 5ème République en 1958. Les premières mesures - « nationalisations, retraite à 60 ans, abolition de la peine de mort, loi Auroux sur la citoyenneté dans l'entreprise, loi Gayssot pénalisant le racisme, etc » qui avaient suscité plein d'espoir de « changement ».

Mais dès 1984, le PS sous la houlette de Mitterrand rejoignait le « there is no alternativ » au libéralisme de Thatcher et Reagan. L'impérialisme profitait ainsi de la défaite du camp socialiste d'Europe pour imposer le totalitarisme de la pensée unique libérale au monde, y compris l'Afrique à l'exception des rescapés du camp socialiste Chine, Vietnam, Corée du nord, Cuba.

Ce ralliement de la gauche française à « there is no alternativ » au libéralisme est la voie qui a conduit au social-fascisme va-t-en guerre actuel du PS, la fascisation de l'actuelle fusion du bipartisme « droite-gauche » et contre lesquels a eu le vote populaire majoritaire du NON au Traité Constitutionnel qui était conçu comme une étape de l'Union Européenne vers un État fédéral impérialiste, la réémergence de la lutte multiforme des classes laborieuses (les bases syndicales CGT, les Gilets Jaunes, les Quartiers populaires, les Sans Papiers, les paysans), l'émergence d'une gauche politique résistante d'abord des collectifs anti-libéraux, puis du Front de gauche ensuite de La France Insoumise et enfin de l'actuelle Union Populaire.

L'alternative de rupture promise alors s'est ainsi fondue en alternance et cohabitation « droite/gauche » déclinant dans une continuité quasi absolue le seul et unique programme que le grand patronat impérialiste français a résumé ainsi : « Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme... A y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir

de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ! ».

« Défaire méthodiquement » les conquêtes sociales et démocratiques du prolétariat et du peuple français en 36, 45, 68, c'est cela qu'a produit la défaite idéologique du communisme français peu à peu intégré dans le système de la démocratie bourgeoise dont la crise montre aujourd'hui qu'elle est au fond une dictature de classe du capital financier français de plus en plus Européen n'ayant rien d'autres à offrir que la misère, les bas salaires, le fascisme, l'empoisonnement de la nature et la guerre.

De l'euphorie populaire à la déception puis au retour de la lutte des classes laborieuses devant préparer et féconder la nécessaire remontée politique du communisme révolutionnaire français débarrassé des scories réformistes social-démocrates pour que triomphe la révolution socialiste première étape du communisme est le pénible chemin pris par l'histoire dans l'ex-métropole coloniale que nous devons absolument éviter au Sénégal.

Prendre le chemin des expériences souverainistes en Afrique et en Amérique du sud

Notre peuple de la terre africaine du Sénégal vient de propulser le camp souverainiste au pouvoir après avoir montré une grande détermination face à la répression mortifère et une grande ingéniosité en « sonkorisant » le pays pour déjouer tous les stratagèmes de l'État hors la loi de Macky/APR/BBY rejoint ensuite par le PDS.

L'espérance de ne plus être contraint à l'émigration forcée macabre et de pouvoir rester au pays pour y avoir une vie meilleure a été un moteur dans ce combat héroïque qui a réussi l'hégémonie culturelle du souverainisme contre le néocolonialisme et la belle victoire dans les urnes de la coalition Diomaye mooy Sonko.

Le ralliement massif des libéraux dans le parti puis dans la coalition souverainiste tactiquement nécessaire avant le vote pose maintenant un enjeu stratégique de vigilance et de démarcation au sein même des forces coalisées qui ont participé à l'avènement du nouveau pouvoir.

Nous devons regarder vers les expériences anti-libérales et anti-impérialistes qui se frayent peu à peu difficilement un chemin dans les pays de l'Alliance des États du Sahel (Mali, Burkina, Niger) et plus nettement en Amérique du sud (Cuba socialiste, Venezuela, Bolivie, Colombie, etc).

La lutte contre la corruption, la mal-gouvernance d'une bureaucratie bourgeoise d'État qui s'est transformée en État hors la loi est un des axes cardinaux pour :

- réduire fortement la vie chère donc les prix des denrées de premières nécessités vitales contre la famine qui menace de nombreuses familles et le peuple ;
- rendre justice et réparer les crimes des répressions du régime présidentieliste néocolonial autocratique;
- A défaut d'un régime de transition présidentielle pour réparer l'élimination injuste du candidat normal au stade actuel du camp souverainiste qu'est Sonko, renforcer aux législatives puis aux locales les forces souverainistes véritables;
- Assainir les institutions, l'administration, les forces de défense et de sécurité et les corps de contrôle de l'État à partir des critères d'éthique, de droiture, de compétence, de fidélité au « projet » et de « don de soi »;
- Renégocier les accords et concessions léonins qui spolient le peuple et sont attentatoires à la souveraineté nationale; Faire partir les bases militaires françaises et Afrikom;
- Se battre pour pousser l'UEMOA et à la CEDEAO à rejoindre la nouvelle Alliance des États du Sahel (AES) souveraine et la rejoindre sans hésitation pour bâtir ensemble notre souveraineté monétaire, douanière, fiscale, diplomatique et militaire sécuritaire, étape vers l'État fédéral ouest-africain puis vers l'État fédéral d'Afrique.

Rassembler les révolutionnaires pour assurer la durabilité de l'expérience souverainiste

Les libéraux du camp souverainiste vont s'unir et agir pour que la nouvelle expérience demeure une alternance et non une alternative souverainiste.

Les formules « c'est le privé qui crée des emplois et non l'État », « la monnaie souveraine = dévaluation et donc ne vaut rien », « attention à l'aventurisme », « les BRICS sont aussi impérialistes que l'UE et les USA », etc, sont attrape-nigaud et doivent être fermement combattues pour exercer notre souveraineté nationale en toute indépendance à partir du critère fondamental de nos intérêts nationaux et panafricains.

La bourgeoisie et la petite bourgeoisie nationale même temporairement radicale vont être tiraillées entre « intérêt national » et « intérêt de classe ». Ne pas confondre l'intérêt du peuple et l'intérêt de la bourgeoisie même nationale.

Les classes laborieuses qui ont été la véritable force sur le terrain de la victoire obtenue par les leaders, partis et coalitions du camp souverainiste et qui ont été les principales victimes de la répression criminelle de l'État hors la loi doivent émerger comme force politique indépendante pour éviter que l'alternative anti-libérale et anti-

impérialiste ne soit transformée en simple alternance au Sénégal. Il en est de même au Mali, au Burkina, au Niger.

Les grands absents de la lutte pré-électorale au Sénégal ont été les centrales syndicales qui ont laissé le peuple se battre tout seul et hors syndicats contre l'État hors la loi. C'est un scandale qui interpelle les bases syndicales, les militants révolutionnaires syndicalistes qui doivent monter au créneau contre les bureaucraties et aristocrates des syndicats devenus des ONG.

Parallèlement comme le dit l'appel du 27/08/22 du journal communiste, ouvrier, panafricain des classes laborieuses Ferñent, la tâche est maintenant de : « - **raffermir, renforcer et développer le camp patriotique panafricain pour la souveraineté nationale et panafricaine; - rassembler les patriotes dans un front démocratique national et panafricain;**

- **œuvrer à reconstruire la conscience de classe des travailleurs, notamment la classe ouvrière afin de la rendre idéologiquement et politiquement indépendante; - produire une connaissance scientifique matérialiste de notre société pour la transformer contre le néocolonialisme;- renouer avec la marche historique vers la fin de l'oppression nationale et sociale; - regrouper transversalement les communistes disséminés, préparer par l'unité d'action théorique et pratique leur retrouvaille et rétablir l'internationalisme communiste étape vers l'unité mondiale des classes laborieuses et des communistes ».**

28/03/24

PRÉSIDENTIELLE DU 24 MARS 2024 : **ADMIRABLE PEUPLE AFRICAIN DU SÈNEGAL !**

Madiye Mbodj, membre de la Conférence des leaders de la *Coalition Diomaye Président*

La présidentielle du 24 mars 2024 a pris la forme d'un referendum pour ou contre la continuité du système néocolonial vermoulu de domination, de servitude volontaire, de prédation et d'autocratie. Le peuple sénégalais, en toute souveraineté et maturité, a voté NON et a choisi massivement la voie de la rupture incarnée par le candidat Bassirou Diomaye Faye. Ce dès le premier tour, avec un score de plus de 2 400 000 voix, soit plus de 54 %, loin devant Amadou BA, le candidat du pouvoir, qui a obtenu environ 1 050 000 voix, soit 35,7%, pour un taux de participation légèrement supérieur à 61%, avec un total de 19 candidats en lice. Par ce vote clair, les électeurs ont entendu couper court à toute incertitude, à tout mauvais calcul, à tout faux prétexte pour un éventuel coup fourré. Et cerise sur le gâteau, le tout dans la paix et la sérénité : admirable peuple du Sénégal ! Un fait inédit pour un opposant face à un candidat au pouvoir, un authentique tsunami- selon le mot du doyen des doyens Alla KANE, repris en quelque sorte par la presse internationale qui parle de « tremblement de terre », de « razzia », de « raz de marée » ou de « séisme » politique. Même Macron de la république de France s'est résolu à envoyer au Président démocratiquement élu, Bassirou Diomaye Faye, un message de félicitations en français et même ... tenez- vous bien, en wolof !



C'est une loi de l'histoire : aucune révolution, ni même aucun changement significatif dans aucun pays au monde, n'a jamais pu se produire, dans l'histoire contemporaine des luttes des peuples, sans que n'aient été réunies les trois conditions suivantes i) le peuple **ne veut plus** être dirigé comme avant ; ii) le pouvoir **ne peut plus** gérer comme avant ; iii) des pans entiers du camp du pouvoir ("le système ") basculent peu ou prou, à un moment déterminé de l'exacerbation des antagonismes de classe, dans le camp opposé au pouvoir ("l'antisystème")-CF na contribution : ***De la Gauche qui se meurt à la Gauche qui vit, in Le Quotidien, du 9 septembre 2021.*** Dans ce cadre, il est essentiel qu'à toutes les étapes, le noyau dirigeant de la lutte sache garder le cap, « en restant stratégiquement ferme sur ses orientations de base, et en même temps lucide, ouvert et vigilant dans la conduite politique, autour d'objectifs pertinents, clairement définis et aptes à faire avancer réellement la lutte des masses populaires » (Idem, Ibidem). Sous ce rapport, aucune mauvaise querelle, aucun reproche hypocrite, ne sauraient être opposés à la démarche de la Coalition Diomaye Président, laquelle a su rallier à sa cause et unir autour d'elle l'essentiel des forces vives nationales décidées à en finir avec le régime de régression politique et sociale de l'APR-BBY. D'un côté, le scrutin du 24 mars consacre, dans une osmose militante intergénérationnelle avec des segments importants parmi leurs devanciers, la montée en puissance de

nouvelles générations de patriotes révolutionnaires, souverainistes, anti-impérialistes et panafricanistes, opposés au diktat du dogme néolibéral mondialisé. En même temps, le 24 mars signe l'enterrement de première classe ou, en d'autres termes, la descente aux enfers de certains ténors de ce que l'on appelle abusivement "classe politique", que ce soient les tenants de la politique politicienne de "la droite classique" et ses fragments épars, ou les personnages balafés de "la gauche plurielle" capitularde.

Le 24 mars marque une importante victoire d'étape dans la lame de fond ou la dynamique politique de **révolution démocratique, sociale et citoyenne** amorcée plus nettement depuis le 23 juin 2011, prolongée et amplifiée depuis mars 2021. Ni hasard ni miracle spontané, la lutte prolongée d'un peuple debout, uni autour d'un leadership de progrès, de convictions fortes, tenaces et partagées, constitue la clé de la victoire contre le système, ses injustices et ses violences de toutes sortes, tant il est vrai que, sous nos tropiques, la république, l'état de droit et la démocratie restent encore largement un combat de tous les jours et une conquête permanente ; tout comme d'ailleurs la bataille contre le socle économique, social, culturel et idéologique du système, ses valeurs ou contre-valeurs, ses mécanismes de reproduction et de perpétuation, les mentalités et comportements secrétés par lui et sédimentés dans le corps politique et social. Fort heureusement, soutenant la dynamique de la révolution politique enclenchée, une véritable révolution culturelle est en train de s'opérer à grands pas sous nos yeux, pour le changement positif des mentalités et des comportements, en rupture avec le mimétisme et l'élitisme complexé hérités de l'occident capitaliste. C'est pourquoi quand le président élu Bassirou Diomaye Faye oublie sa personne et déclare : « Le héros de la journée du 24 mars, c'est le peuple sénégalais », il se montre parfaitement en phase avec cette exigence de rupture paradigmatique. Il en est de même quand, armé symboliquement d'un balai tout au long de la campagne, il déblaie la voie du *Jub-Jubël-Jubbënti* (Incarner soi-même la droiture - Amener chacun et chacune à pratiquer la droiture - S'employer à corriger tout comportement non conforme à l'esprit de droiture), selon la pédagogie par l'exemple et par le haut. Pareillement quand lui-même et le président Sonko s'engagent publiquement devant le peuple, non à distribuer ou à partager des privilèges ou prébendes, mais plutôt à travailler dur en vue de la réalisation collective des objectifs et engagements du ***Projet pour un Sénégal souverain, juste et prospère, dans une Afrique de progrès.***

Félicitations appuyées et méritées à l'ensemble des composantes du peuple sénégalais des villes comme des campagnes, femmes comme hommes, jeunes comme personnes âgées, avec un accent particulier à l'endroit de nos exemplaires compatriotes de la diaspora. A présent, le plus dur, le plus difficile, restent à faire et pour relever le défi, nous nous devons de **changer nous-mêmes pour changer le Sénégal et l'Afrique**. Ceux ou celles qui disent : « nous avons renversé la bourgeoisie, c'est maintenant à notre tour de nous servir », rendent un bien mauvais service à la cause ! En reconnaissance des énormes sacrifices consentis et à la mémoire de l'ensemble des martyrs de notre lutte commune, nous avons l'obligation et la lourde responsabilité de ne décevoir ni les attentes immenses ni le formidable espoir de tout un pays, de tout un continent, de tout un peuple, notamment de sa frange la plus vigoureuse, sa vaillante jeunesse. Des chantiers prioritaires, divers et nombreux, sont à prendre à bras le corps par le président Diomaye et son équipe, comme : lutte contre la vie chère et le chômage ; réconciliation nationale, vérité et justice, non à l'impunité ; refondation des institutions, fin de l'hyper-présidentialisme néocolonial ; rationalisation et diminution de la dépense publique, lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite ; état des lieux et concertations ciblées avec les divers secteurs pour la prise en charge efficiente de leurs préoccupations ; construction nationale, retour définitif de la paix en Casamance, développement endogène et souveraineté alimentaire ; éradication de l'analphabétisme, culture et communication du changement pour la promotion d'une citoyenneté nouvelle de discipline et de responsabilité ; mise en place du nouveau gouvernement pour faire face efficacement et sans retard aux urgences, entre autres.

Dans tous les cas, la mobilisation populaire et citoyenne pour la promotion du Projet politique porté par le Président Diomaye et, en toutes circonstances, pour la défense du nouveau pouvoir face à toutes manœuvres éventuelles de déstabilisation ou de retour en arrière, d'où qu'elles viennent, doit faire constamment l'objet, à tous les niveaux, de toute l'attention requise. Puisse le 4 avril 2024, dédié à la jeunesse et aux forces armées, constituer le coup d'envoi d'une authentique campagne de SET SETAL NATIONAL : ***setal suniy gox, sellal suniy jikko !***

Dakar, le 27 mars 2024

AU SÉNÉGAL, RETOQUÉ PAR LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL,
MACKY SALL REFIXE UNE NOUVELLE DATE DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE
ce nouveau train ne peut-il pas en cacher un autre ?

Diagne Fodé Roland

La saga des coups d'État constitutionnel de Macky/APR/BBY/PDS prend la tournure de la nouvelle reconvocation du corps électoral par décret présidentiel le dimanche 24 mars 24.

L'annonce a été faite en même temps que celles de la dissolution du gouvernement, le remplacement du premier ministre candidat par l'ex-président de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), passant de ministre de la défense, puis de l'intérieur et maintenant premier ministre et l'adoption-imposition de la loi d'amnistie.

Le Conseil Constitutionnel avait auparavant retoqué la fixation de l'élection au 2 juin, la loi prolongeant le mandat présidentiel en exigeant la tenue de la présidentielle « dans les meilleurs délais » avant la fin du second et dernier mandat de l'actuel président du 2 avril 24.

La campagne officielle se fait au moment de cet article sans le candidat du camp patriotique Bassirou Diomaye Faye toujours détenu ainsi que le président du parti Pastef toujours dissout O. Sonko.

L'adoption au forceps par la méthode « fast-track » de l'amnistie semble ne pas s'appliquer à ces prisonniers politiques du camp patriotique.

Jusqu'ici l'État hors la loi de l'autocrate Macky Sall a continué de se manifester par la répression des manifestations arbitrairement interdites, l'utilisation de nervis armés aux côtés de policiers ou gendarmes pour tuer des manifestants sans armes, des procès fabriqués pour éliminer le principal candidat du parti Pastef, les refus d'exécuter les décisions de justice par le ministère de l'intérieur et la caisse de dépôt et de consignation, le changement forcé de tous les membres de la CENA (commission électorale nationale autonome) pour avoir ordonné le respect des décisions des tribunaux de Ziguinchor et de Dakar, l'attaque du PDS aussitôt soutenue par Macky lui-même contre le Conseil Constitutionnel, l'annulation-renvoi autocratique la veille de l'ouverture de la campagne de la date du 25 février 24, la poursuite des arrestations parallèlement à des libérations provisoires récentes des milliers de détenus politiques, des « dialogues » monologues entre partisans du camp néocolonial.

Macky/APR/BBY/PDS qui, après avoir crié sur tous les toits que « force restera à la loi et aux institutions », se sont révélés aux yeux de tous comme les vrais fossoyeurs de la loi, notamment la constitution et les institutions, notamment le Conseil Constitutionnel.

Les voilà maintenant tout à coup « respecter la loi et la décision du Conseil Constitutionnel » en fixant la nouvelle date de l'élection présidentielle au 24 mars 2024.


La question que tout le monde se pose légitimement est : quel est le prochain coup fourré qui se cache derrière cette posture de soi-disant respect de la loi et des institutions ?

Macky/APR/BBY puis PDS sont passés de la stratégie pour une troisième candidature anticonstitutionnelle, puis complotiste pour empêcher la candidature du chef indéniable de l'opposition, leader du camp patriotique, ensuite à la manœuvre pour remettre en cause la validation des 19 candidats retenus par le Conseil Constitutionnel et au remplacement de la date du 25 février par le 24 mars. Comment ne pas se demander et se préparer à ce « qu'un train en cache un autre » du type d'un coup d'état dans les urnes, c'est-à-dire ce que suggère fortement par exemple le ou les fichiers (lequel est vraiment le bon ?) remis au Conseil Constitutionnel et qui font disparaître ou apparaître les électeurs en contradiction flagrante avec ce qui est inscrit sur la carte d'identité et d'électeur.

Comment ne pas se demander et se préparer à un chaos planifié le jour de l'élection en lançant des nervis armés agresseurs dans les bureaux de vote ou pour bourrer les urnes ?

Comment ne pas se demander ou se préparer à la création artificielle et calculée d'une confusion délibérée de l'électeur ne trouvant pas du tout son bureau de vote ?

Comment ne pas se demander ou se préparer aux provocations et à l'expulsion administrative des mandataires des bureaux de vote et des commissions départementales, etc ?



DÉCLARATION DE PATRIMOINE
DU CANDIDAT BASSIROU DIOMAYE DIAKHAR FAYE
REPRÉSENTANT LE PAYS ET LES DOMAINES ÉTRANGERS ET OCCIDENTAUX 2027

1. PATRIMOINE FONCIER
A. Foncier non bâti

DÉLIBÉRATIONS	
Terrain de 80m/40 sis à Ndagnon acquis en 2017	3 000 000 FCFA
Terrain agricole de 4ha dans la commune de Sandara acquis en 2022	15 000 000 FCFA
Investissements (Cultures, Irrig, Bassins, pompe et système d'irrigation) pour l'exploitation du champs hors semences et frais de personnel	28 000 000 FCFA

B A I L

Terrain nu de 200m2 à Thiès acquis en 2009	700 000 FCFA
--	--------------

8. Foncier bâti

DÉLIBÉRATIONS	
Maison bâtie sur un terrain de 200m2 à Mermoz attribué par le syndicat des impôts (carrière formée depuis 2012) et construit de 2017 à 2022 en partie sur fonds propres et en partie par un des prêts USA et BICIS solides.	à ce jour, ne m'a pas permis de réaliser d'autres projets pour les besoins de la prime.

2. VÉHICULES

Ford Focus 2012 acquise d'occasion en 2019	5 000 000 FCFA
Ford Explorer Platinum acquise d'occasion en 2022	18 000 000 FCFA

3. AVOIRS BANCAIRES

U S A	
Compte courant au 19 mars 2024	3 278 548 FCFA

B I C I S	
Compte courant au 19 mars 2024	786 782 FCFA

4. DETTES

U S A	
Prêt sur avantages contracté le 5 septembre 2022	30 000 000 FCFA

B I C I S	
Prêt sur soldes contracté le 22 août 2022.	8 000 000 FCFA

P A R T I C U L I E R	
Prêt d'un ami pour le champ	10 000 000 FCFA

Je, soussigné Bassirou Diomaye Faye, déclare que les informations fournies ici par mes soins sont sincères et complètes et correspondent à ce que j'enverrai au Conseil constitutionnel lorsque je serai élu le 24 mars 2024, après expertise des valeurs actualisées du foncier y figurant.

Fait à Dakar, le 23 mars 2024
Bassirou Diomaye Faye

Vigilance, vigilance dans cette dernière ligne droite pour neutraliser définitivement la bête cruelle blessée qui a fait tant de mal au peuple.

C'est pourquoi, comme le dit notre doyen du PAI, Alla Kane de Yoonu Askan Wi en processus de fusion dans Pastef/Les Patriotes : « il faut un tsunami dans les urnes à l'instar de la courbe qui nous a fait passer du plus fort reste à 16 % en 2019 pour espérer pouvoir atteindre 75 % en 2024 ».

Oui les Sénégalais veulent et peuvent en finir avec Macky/APR/BBY/PDS. Une fois la page des libéraux et opportunistes néocoloniaux électoralement tournée, le camp patriotique sénégalais devra œuvrer à grossir le camp souverainiste africain pour s'orienter vers la sortie des griffes du néocolonialisme et faire vivre « l'union libre des peuples libres d'Afrique » selon la juste formule du communiste Tiémoko Garan Kouyaté.

12/03/24

DU « VENT D'EST DEMOCRATIQUE » AU NOUVEAU VENT SOUVERAINISTE QUI SOUFFLE SUR L'AFRIQUE !

Diagne Fodé Roland

Qui a encore en mémoire qu'en 1989/91 ce que la propagande impérialiste avait appelé « le vent d'est de la démocratie » déferlant sur l'Afrique après la conférence françafricaine de la Baule en 1989, année de la « chute du mur de Berlin » ? Pas grand monde assurément pour faire le lien, mais on se souvient des effets socialement dévastateurs de la dévaluation du franc CFA consécutive à plus d'une décennie de plans d'ajustement structurel libéraux (PAS) au nom de la « dette » avec la formule magique du FMI, de la Banque Mondiale et du GATT baptisé OMC « moins d'État, mieux d'État ».

Face aux luttes d'alors des peuples d'Afrique, ce prétendu « vent d'est démocratique » a été en réalité un remodelage du néocolonialisme passant des dictatures civiles et surtout militaires françafricaines au multipartisme généralisé et à des alternances entre libéraux (droite) et sociaux libéraux (socialistes).

Aujourd'hui souffle sur l'Afrique ce que nous appelons le vent souverainiste de la seconde phase de libération indépendantiste africaine.

La jeunesse patriotique qui a soupé du « vent d'est démocratique » dit stop au modèle démocratique néocolonial qui, sous couvert d'un « multipartisme » affamant, engendre la poursuite effrénée du pillage des richesses nationales par les Multinationales impérialistes, des vols systémiques des deniers publics par la bourgeoisie bureaucratique néocoloniale et des exodes meurtriers du désert et des mers.

Par sa révolte, la jeunesse patriotique veut vivre de son travail au pays et non plus mourir dans le désert et les océans ou devenir esclave sans papiers dans les pays impérialistes.

Voyons comment le « vent d'est démocratique » a engendré le nouveau vent souverainiste.

Ce que cachait le « vent d'est démocratique »

Dans les années 80, les économies des puissances impérialistes – USA et UE – sont de plus en plus secouées sur fond de crise générale systémique par les crises conjoncturelles comme celle provoquée par les vagues de nationalisations à la fois de l'extraction et du raffinage du pétrole et la naissance de l'OPEP entre les années 68 et au milieu des années 70.

La sur-accumulation du capital financier ayant besoin de débouchés à l'échelle mondiale a fomenté « la crise de la dette » pour imposer les plans libéraux d'ajustement structurel déposant les États du Sud dominés de leur appropriation des richesses minières nationales et par les privatisations des entreprises nationales et parapubliques. L'Afrique de la zone monétaire françafricaine CFA allait subir la dévaluation de 50 % pour que les Multinationales françaises en particulier s'emparent à moindre coût des richesses minières, du foncier (terre) et des entreprises publiques et parapubliques ainsi bradées.

La pensée unique libérale, le « there is no alternativ » au libéralisme va réduire le secteur formel étatique et privé à la portion congrue et généraliser le secteur de l'économie informelle de survie dont une des conséquences visibles est l'émigration forcée piroguière et la traversée du désert mortifère vers des prétendues eldorados pour y devenir travailleurs sans papiers alimentant ainsi l'économie souterraine informelle toujours en extension qui s'ajoute à l'armée de réserve du chômage toujours en croissance.

La défaite du camp socialiste d'Europe et la restauration du capitalisme en URSS et son implosion vont être utilisées par les impérialistes pour s'emparer de pans entiers des économies nationales tant des pays de l'ex-camp socialiste d'Europe que des pays du Sud, notamment en Amérique du Sud et en Afrique.

Les stratégies de délocalisations vers les pays à faibles coûts salariaux des entreprises à faibles composition

organique du capital détenues par les Firmes transnationales impérialistes vont s'accélérer parallèlement à l'externalisation avec la sous traitance d'activités jugées subalternes avec des donneurs d'ordre et/ou maison-mère ré-organisant les Grands monopoles capitalistes-impérialistes dans les pays impérialistes en séparant activités à forte et faible composition organique du capital et travailleurs intellectuels et manuels.

Comme on le voit, contenu durant 70 ans par l'URSS et le camp socialiste d'Europe et du Tiers Monde, la mondialisation inhérente au capitalisme sur fond de crise systémique de surproduction et de sur-accumulation du capital est à la base d'une restructuration de la globalisation expansive du capital dorénavant limitée que par le développement souverain des vrais « pays émergents » capitalistes et socialistes dont les BRICS, notamment les pays rescapés de l'ex-camp socialiste que sont la Chine, le Vietnam, la Corée du nord, Cuba.

Voilà ce que cachait le fameux « vent d'est de la démocratie » propagé par le monopole dictatorial hégémonique des médias de l'impérialisme (USA/OTAN/UE).

L'échec des expériences démocratiques révolutionnaires d'alors

Cette face cachée du « vent d'est démocratique » a été dans un premier temps en Afrique voilée par la conquête démocratique du multipartisme et des alternances électorales changeant les hommes et partis au pouvoir sans changer le programme unique libéral dicté par les institutions financières internationales, les institutions de Bretton woods.

Les luttes populaires et révolutions inachevées dans nos pays d'Afrique ont renversé incomplètement les dictatures militaires ou civiles françafricaines, eurafricaines et usafricaines sans balayer de fond en comble le système néocolonial. L'architecture néocoloniale s'est adaptée en aiguillant les insurrections populaires de nos peuples vers le cul de sac du « multipartisme » présenté comme le fin du fin « démocratique, condition sine qua non du développement » par « la coopération » et non la rupture avec l'impérialisme.

Ainsi se sont succédé au pouvoir par la voie électorale dans nos pays africains les libéraux et sociaux libéraux et parfois des ex-gauches totalement intégrés aux gouvernements néocoloniaux. L'idéologie du « there is no alternativ » au libéralisme a été ainsi transférée des libéraux et sociaux libéraux au sein même des partis et dans la tête des leaders de la gauche historique marxiste-léniniste et maoïste. On est littéralement passé de « l'impérialisme tigre de papier » asséné subjectivement en dehors de toute lecture scientifique de la réalité idéologique et politique du rapport des forces entre capital et travail, entre camps impérialiste et socialiste, entre impérialisme et peuples opprimés à la soi-disant « invincibilité » de l'impérialisme.

Mais comme nous l'écrivons contre ce vent capitulaire au sein de la gauche petite bourgeoise dans l'article intitulé « SORTIE PROGRESSIVE DES ANNÉES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES 80/90 : Les peuples et les travailleurs reprennent l'initiative, l'Afrique ne peut rester hors du mouvement historique ! » : « Dans le contexte international actuel de contre-révolution bourgeoise impérialiste, les résistances nationales, démocratiques, anti-impérialistes, malgré le rapport des forces encore favorable aux impérialistes et leurs alliés bourgeois nationaux compradores, se manifestent dans certaines victoires électorales, notamment en Amérique du Sud.

Les luttes sociales, nationales et démocratiques débouchent, par-ci par-là, sur des victoires électorales mettant au pouvoir, à l'instar de Salvador Allende au Chili dans les années 70, des révolutionnaires, des patriotes démocrates anti-impérialistes.

Cette évolution correspond à une nouvelle étape, succédant à la période de défaite, marquée par la montée en puissance progressive des résistances sociales, populaires et nationales. C'est ainsi qu'il faut comprendre les victoires électorales des peuples français et néerlandais lors des référendums sur la Constitution Européenne et la récente percée électorale du camp du NON au Pays-Bas pour les législatives récentes.

C'est aussi cela qu'expriment les victoires électorales de Lula au Brésil, de Chavez au Venezuela, d'Evo Morales en Bolivie, d'Ortégua au Nicaragua, de Corréa en Equateur, etc., et la contestation électorale de millions d'électeurs Mexicains en faveur d'Obrador au Mexique contre la fraude du candidat pro-US.

En Amérique du Sud, la lutte anti-impérialiste prend l'allure de victoires électorales des forces politiques révolutionnaires qui ont rompu avec la social-démocratie, voire même s'opposent à celle-ci sur le plan idéologique et politique. Les représentants officiels de l'Internationale Socialiste révèlent ainsi clairement en pratique leur nature d'agents de l'impérialisme, en particulier de la domination US sur « son arrière cour ».

Mais cette résistance va au delà et se propage peu à peu sur tous les continents. C'est ainsi que les fraudes électorales, les conséquences du Tsunami et la contestation qui s'en est suivie a débouché au Népal et au Sri Lanka sur la lutte armée actuelle contre les monarchies pro-impérialistes.

En Afrique, cela s'est traduit par les victoires électorales de Mugabe au Zimbabwe, par l'alternance au Sénégal, la résistance de Gbagbo en Côte d'Ivoire, etc. Tous ces exemples non exhaustifs manifestent à des degrés différents les résistances des peuples à la re-mondialisation, à la re-colonisation capitaliste-impérialiste.

Ces victoires électorales sont le contre-pied de l'utilisation par l'UE et les USA des élections pour prendre le contrôle de pays entiers et poursuivre le démantèlement des États nations ou multinationaux. C'est le cas des prétendues « révolutions de couleurs, à fleurs » en Ukraine, en Georgie, en ex-Yougoslavie, etc.

Même s'il est clair que quand les impérialistes et les bourgeois nationaux compradores sont électoralement mis en échec par la volonté populaire au profit des forces objectivement anti-impérialistes, alors l'impérialisme n'hésite pas à revenir à sa vieille tradition des coups d'état comme celui qui a échoué au Venezuela contre Chavez ou celui réalisé au Togo par Eyadéma fils.

La leçon à retenir de tout cela est que les élections sont et peuvent être un moyen pour les révolutionnaires tout comme pour les impérialistes et leurs alliés bourgeois compradores pour atteindre chacun leurs objectifs contradictoires opposés. Les enjeux électoraux actuels dans lesquels les révolutionnaires, les patriotes démocrates sont parties prenantes mettent en exergue les deux processus contradictoires qu'engendre la reprise de la mondialisation capitaliste : unification au centre et soumission/implosion à la périphérie du système impérialiste.

D'où l'importance majeure que prend la question nationale, non seulement sous la forme de la lutte pour l'indépendance nationale, mais aussi sous la forme de la défense en tant que telle de l'État nation ou multinational dans le respect des principes du droit des nations, des peuples à disposer d'eux-mêmes et de l'union libre des peuples libres. (...)

Les résistances actuellement victorieuses sont parfois dirigées par les représentants politiques des classes féodales, aux contenus idéologiques moyenâgeux. Ce fait objectif est souvent instrumentalisé par l'impérialisme pour empêcher toute solidarité avec ces résistances nationales dans les pays faibles et dépendants. Les révolutionnaires prolétariens doivent toujours garder en vue que ces luttes, au delà de la nature idéologique et de classe de ceux qui les dirigent, participent objectivement à l'affaiblissement de l'impérialisme, du capitalisme et donc facilitent jusqu'à un certain point le changement du rapport des forces au bénéfice des forces révolutionnaires, patriotiques et de progrès. En ce sens, les résistances nationales mêmes dirigées par des bourgeoisies et/ou des féodalités nationalistes sont éminemment plus progressistes que les sociaux libéraux, les révisionnistes et autres renégats « modernes » qui capitulent devant l'impérialisme.

Ajoutons à tout cela, l'important sommet de la Havane des pays non alignés et le rôle décisif d'avant-garde qu'y jouent Cuba avec Fidel Castro, le PCCubain et Hugo Chavez » (2006).

La faillite des expériences libérales flanquées des ex-gauches consécutive à leurs luttes des places dans les gouvernements sociaux libéraux et libéraux à la place de la lutte des classes est à la base de l'émergence d'une jeunesse patriotique sur la scène politique sans et contre les renégats de l'ex-gauche.

Cette trahison tragique, qui n'est pas nouvelle dans l'histoire de la lutte des classes et des peuples, a toujours été contrebalancée par l'existence de résistants de gauche communistes qui poursuivent la lutte et fusionnent peu à peu avec la rébellion de la jeunesse contre l'apatridie et l'égoïsme prédateur bourgeois de la « mal-gouvernance ».

La résistance souverainiste actuelle des peuples met en alliance toutes les classes sociales de la société qui contestent la domination néocoloniale et le pouvoir de la bourgeoisie bureaucratique compradore d'État, c'est-à-dire les ouvriers, les paysans, les pêcheurs, les éleveurs, les artisans, les travailleurs de l'informel, la petite bourgeoisie intellectuelle, des fractions de la bourgeoisie nationale victime d'ostracisme de la part de l'impérialisme et de la bourgeoisie bureaucratique d'État.

Cette alliance objective souverainiste est subjectivement dominée par la petite bourgeoisie intellectuelle civile et militaire. Son programme combine généralement ré-appropriation et protection souverainiste de l'économie nationale, souveraineté monétaire, renégociation des contrats léonins, priorité aux capitalistes nationaux pour l'attribution des marchés publics et investissements sociaux dans l'école et la santé.

La nécessité de l'unité tactique du camp patriotique doit être assumée par les communistes révolutionnaires pour contribuer au développement et à la consolidation de l'hégémonie culturelle du patriotisme tout en œuvrant à la re-conscientisation de classe du prolétariat et de l'ensemble des classes laborieuses. Telle est la double besogne du moment.

L'actuel vent souverainiste de la seconde phase de libération africaine prépare la phase de l'émancipation sociale

En effet, l'histoire seule à le secret de conférer une certaine actualité à l'analyse du communiste marxiste-léniniste Amilcar Cabral à la Troisième Conférence des peuples africains au Caire, tenue du 25 au 31 mars 1961 :

« Dans plusieurs pays la lutte de libération n'a pas pu atteindre un caractère révolutionnaire. Le bilan positif de l'année 1960 ne peut pas faire oublier la réalité d'une crise de la révolution africaine. C'est l'existence de cette crise et la certitude qu'il est possible de la résoudre qui donnent une importance extraordinaire à cette Conférence.

Quelle est la nature de cette crise ? Il nous semble que loin d'être une crise de croissance, elle est principalement une crise de connaissance. Dans plusieurs cas, la pratique de la lutte de libération et les perspectives de l'avenir sont non seulement dépourvues d'une base théorique mais aussi plus ou moins coupées de la réalité concrète du milieu. Les expériences locales ainsi que celles d'autres milieux, concernant la conquête de l'indépendance nationale, l'unité nationale et les bases pour la construction du progrès, ont été ou sont oubliées.

Pendant les conditions historiques de nos jours sont très favorables à la marche victorieuse de la révolution africaine. Pour agir en accord avec ces conditions favorables, que nous aussi nous avons créées, il nous semble que parmi les nécessités à satisfaire, les trois suivantes sont très importantes : a) connaissance concrète de la réalité de chaque pays et de l'Afrique ainsi que des expériences concernant d'autres peuples ; b) élaboration, sur des bases scientifiques, des principes qui doivent orienter la marche de nos peuples vers le progrès (lutte de libération et reconstruction économique) ; c) définition des mesures pratiques à adopter dans chaque cas particulier. Tout le monde peut facilement voir en quoi ces nécessités répondent à la nature et à l'origine des principaux problèmes que nous affrontons... » .

La « crise de connaissance » dont parlait Amilcar Cabral liant passé et présent pour préparer le futur des luttes révolutionnaires africaines est à compléter par l'enseignement de K. Marx disant que parfois dans la lutte « tout pas en avant vaut mieux que 12 programmes ». Les renégats opportunistes de l'ex-gauche africaine ont jeté aux oubliettes ces deux enseignements pour justifier leurs luttes des places dans les gouvernements néocoloniaux.

Les dégâts de ces reniements et capitulations sont tels qu'en août 1994, en pleine défaite du camp socialiste d'Europe et des diktats mondialisés de la pensée unique libérale, de la vague des privatisations bradées née de la dévaluation du CFA, nous écrivons dans Ferñent :

« Il est probable que l'attentisme, le manque de confiance et l'hésitation vont caractériser notre classe ouvrière pendant un temps plus ou moins long. Les éléments les plus politiques ont été directement ou indirectement dans le giron des révisionnistes et des opportunistes traîtres. Le socialisme a été symbolisé par les partis révisionnistes. Et l'hypothétique 'voie africaine du panafricanisme' sans contenu de classe est une voie de garage 'qu'expérimentent' certains.

Alors, il faudra que les ouvriers avancés digèrent les déconvenues suscitées par la trahison et la faillite complète du réformisme et du révisionnisme avant qu'ils ne puissent, à une vaste échelle, retrouver le chemin de la lutte pour la constitution de la classe ouvrière en force politique indépendante dans notre pays ».

Toutes les théories libérales du « village monde », de la « globalisation » libérale, de la « libre circulation de la finance, des marchandises, des services », de la soi-disant « citoyenneté mondialisée », de la « mondialisation de la démocratie multipartite, condition du développement », de « la liberté individuelle contre le corset collectif moutonnier » s'écroulent comme des chimères sous les coups de boutoirs de la réalité naturelle du capitalisme impérialiste « cause de la destruction de la nature et de l'humain » selon la juste formule de K. Marx.

Après des décennies, cet état objectif de reflux de la lutte de classe et de la lutte de nos peuples opprimés commence à prendre fin avec le formidable réveil de la jeunesse souverainiste qui oppose le patriotisme au néocolonialisme.

L'hégémonie culturelle du souverainisme pour paraphraser Gramsci contre la servilité apatride néocoloniale est la première étape qui a triomphé au Mali, au Burkina Faso, au Niger et est peu à peu en voie de l'être dans les autres pays africains et le nôtre au Sénégal.

Telle est la direction prise par la roue de l'histoire qui oppose la « mondialisation » libérale hégémonique unilatérale de l'impérialisme US/OTAN/UE au multilatéralisme souverainiste.

1er mars 2024

Contribution au débat sur la monnaie

Demba Moussa Dembélé, Economiste

Quelques jours après le démarrage de la campagne présidentielle, l'on commence à percevoir les sujets majeurs sur lesquels il existe des divergences sérieuses entre les candidats. L'un de ces sujets est la monnaie, en l'occurrence le franc CFA sur lequel, les candidats se partagent en deux camps : le camp de la souveraineté et celui de la servitude.

Souveraineté ou servitude ?

La monnaie est une question fondamentalement politique. Comme telle, elle relève de la souveraineté d'un pays. Or, le franc CFA est un symbole de servitude pour les pays africains qui l'utilisent, comme le Sénégal. Par conséquent, tous les candidats sont interpellés sur cette question. Ceux qui soutiennent son maintien, sous une forme ou une autre, appartiennent au camp de la servitude.

Au premier rang de ces candidats, figure Monsieur Amadou Bâ, ancien Premier ministre du régime agonisant mais qui ne veut pas rendre l'âme ! Amadou Bâ est le candidat de la continuité, donc de l'allégeance à la France et à ses intérêts. En fait, beaucoup pensent qu'il est le candidat des milieux d'affaires français. Amadou Bâ s'est toujours illustré comme un des pions essentiels du camp de la servitude et un défenseur inconditionnel du franc CFA.

Certains se rappellent sans doute ses apparitions aux côtés de son homologue français Michel Sapin, alors ministre de l'Economie et des Finances, du temps de la présidence de François Hollande. C'était au moment où le débat sur l'avenir du franc CFA faisait rage dans les pays de l'UEMOA. Monsieur Sapin venait à la rescousse des régimes africains ébranlés par les critiques et mobilisations populaires contre le franc CFA. Devant Amadou Bâ donc, Monsieur Sapin répétait comme un perroquet que le franc CFA était « une monnaie africaine ». Non, le franc CFA n'est pas une monnaie africaine. Son sort se décide toujours à Paris et même à Frankfurt, siège de la Banque centrale européenne. Et non à Dakar ou Abidjan.

Comme Amadou Bâ, d'autres partisans inconditionnels de la servitude et défenseurs de la Françafrique ont lancé des diatribes contre la proposition de Bassirou Diomaye Faye. Ils parlent de « catastrophe » et présentent un tableau apocalyptique de la situation du pays qu'entraînerait la sortie du franc CFA. En plus d'être des partisans de la servitude, ces gens semblent vivre au siècle dernier, surtout au début des indépendances. Ils ne semblent pas comprendre les implications des transformations profondes du contexte mondial depuis plus d'un demi-siècle, avec la montée en puissance du Sud Global et le déclin concomitant de l'Occident collectif. Il y a une accélération de l'histoire en cours qui semble leur échapper. Ils ignorent peut-être que de nos jours, les accords de swaps permettent de se passer de devises comme le dollar ou l'euro, dans de nombreuses transactions internationales. La multiplication de ces accords a contribué à accélérer le mouvement de dédollarisation dans le monde, notamment dans les pays du Sud

Le franc CFA : symbole de servitude

Un autre candidat qui semble rejeter l'idée de monnaie nationale souveraine avancée par le candidat Bassirou Diomaye Faye est Monsieur Khalifa Ababacar Sall. Dans une note publiée par sa Coalition en réponse à l'honorable député Guy Marius Sagna, il propose une monnaie souveraine mais au niveau ouest africain. Mais en Afrique de l'Ouest, jusqu'à présent, la seule monnaie souveraine envisagée au niveau régional est celle de la CEDEAO, comme nous le verrons plus loin. Le franc CFA qu'utilisent les pays membres de l'UEMOA ne peut pas être une « monnaie souveraine ». Même en changeant de nom, comme les présidents Alassane Ouattara et Emmanuel Macron ont envisagé de le faire en décembre 2021, en voulant usurper le nom ECO que la CEDEAO a choisi pour sa monnaie unique. Au contraire, le franc CFA symbolise la servitude des pays africains et aucune réforme ne pourra changer sa nature. Pour cette raison, le franc CFA est un obstacle au développement des pays africains. L'expérience de plus de 60 ans le prouve amplement. Faut-il rappeler que 7 des 8 pays membres de l'UEMOA sont classés comme « pays les moins avancés » (PMA) par les Nations-Unies ? C'est-à-dire parmi les plus « pauvres » du monde.

Depuis plusieurs années, l'avenir du franc CFA fait l'objet de débats au niveau académique, politique et citoyen. Donc aujourd'hui la question qui devrait être au centre des débats est : par quoi faut-il le remplacer ? Deux

FONCTIONNAIRE



MILLIARDAIRE

réponses possibles ont été avancées. L'une souligne que chaque pays membre devrait avoir sa propre monnaie, quitte à mettre en place une autre forme de coopération monétaire pour préserver leur solidarité. L'autre préconise le soutien au projet de monnaie unique au sein de la CEDEAO.

L'expérience de la CEDEAO

Le projet de monnaie unique de la CEDEAO a démarré depuis le milieu des années 1980. L'idée est de remplacer les monnaies des 15 pays membres, le franc CFA et les autres monnaies nationales, par une monnaie unique en vue d'accélérer l'intégration économique et de créer les conditions pour l'industrialisation de la Communauté. Mais le projet a été confronté à plusieurs obstacles politiques et économiques. Sur le plan politique, on note la réticence des pays de l'UEMOA, poussés par la France et l'Union européenne. La raison principale de cette réticence est la méfiance à l'égard du Nigeria qui représente plus des deux tiers du produit intérieur brut (PIB) de la CEDEAO. La France joue sur cette « peur » du géant nigérian pour essayer de torpiller le projet, avec la complicité de certains dirigeants de l'UEMOA comme Alassane Ouattara et Macky Sall.

Les obstacles économiques à l'avancée du projet sont les critères de convergence inspirés du credo néolibéral et copiés sur ceux de la zone euro. Le constat a été fait que les pays ne peuvent pas remplir ces critères en même temps. Mais apparemment, ils n'ont ni la volonté politique ni la lucidité de les modifier pour avancer. L'échéance de 2027 retenue par les chefs d'Etat pour l'adoption de la monnaie unique ne sera probablement pas respectée, comme toutes celles qui l'ont précédée. Ces rendez-vous manqués et d'autres considérations ont poussé certains à proposer des monnaies nationales souveraines à la place du franc CFA.

L'avenir de l'UEMOA et de la CEDEAO en question

Par-delà le débat sur l'avenir du franc CFA, aujourd'hui il y a une certaine incertitude quant à l'avenir même de l'UEMOA et de la CEDEAO. En effet, elles sont de plus en plus discréditées à la suite d'une série de décisions malencontreuses contre certains pays membres ayant connu des coups d'état militaires. Certaines de ces décisions sont de véritables actes de guerre. Imaginez le cas du Niger : du jour au lendemain, sans même aucun contact avec les nouvelles autorités, la CEDEAO décide d'imposer un embargo total, la fermeture des frontières terrestres, aériennes et maritimes, le tout accompagné d'une menace d'intervention militaire ! Pour corser l'addition, l'UEMOA décide de geler les avoirs du pays à la BCEAO et d'interdire toutes transactions financières avec ce pays. Ces mesures sont non seulement illégales mais tout simplement inhumaines et même criminelles. Elles visaient à asphyxier un pays sans littoral et en guerre contre le terrorisme ! Elles sont d'autant plus choquantes et honteuses qu'elles ont été prises à l'instigation de puissances étrangères, comme la France et les Etats-Unis.

La naissance de l'Alliance des Etats du Sahel (ES), formée du Burkina Faso, du Mali et du Niger, a été la réponse appropriée aux dérives de la CEDEAO et de l'UEMOA, devenues de simples syndicats de chefs d'Etat. Le 28 janvier 2024, ces trois pays ont pris la décision de quitter la CEDEAO, « avec effet immédiat ». Ils ont décidé de former une Confédération et pris plusieurs mesures pour renforcer leurs relations sur les plans militaire, politique et économique. Ce qui devrait logiquement les conduire à quitter l'UEMOA, un jour ou l'autre.

Ce serait un grand revers pour l'intégration en Afrique de l'Ouest. Certes, on aurait souhaité voir celle-ci renforcée et même accélérée. Mais quand des institutions communautaires dévient de leur idéal originel pour devenir des jouets entre les mains de puissances étrangères et se transformer en une menace contre des Etats membres et leurs peuples, alors elles ne sont plus viables. La CEDEAO et l'UEMOA ont perdu leur crédibilité et même une partie de leur légitimité. Leur probable implosion ne serait pas une surprise. Espérons que naîtra sur leurs ruines une authentique CEDEAO des peuples.

Conclusion

Tous les candidats sont interpellés sur l'avenir du franc CFA, qui est un symbole de servitude. Proposer de le conserver, même avec des « réformes » signifie perpétuer la servitude et continuer d'hypothéquer nos



Maty Sarr Niang

38 min · 6



1. Scandale Fond Covid 1000 milliards
2. Scandale AHS 80 milliards de FCFA
3. Scandale SAR 40 milliards
4. Scandale Bictogo 12 milliards
5. Scandale Arcelor Mittal 2500 milliards
6. Scandale Convention Téranga Gold 301 milliards
7. Scandale Armement 45 milliards
8. Scandale Foncier plateau (50TF)
9. Scandale Building Administratif 43 milliards
10. Scandale PRODAC 29 milliards
11. Scandale Myna Distribution-ASER 71 milliards
12. Scandale Bambilor (2514 ha)
13. Scandale foncier Tivaouane Peulh-Niague
14. Scandale Forêt classe Sébikotane et de Yenne
15. Scandale ITOC (rétrocommission encaisser par Farba Ngom 5M d'euros)
16. Scandale Camp Leclerc 9 ha
17. Scandale sur facturation TER 1000 milliards
18. Scandale PETROTIM 6000 milliards
19. Scandale des 94Mds
20. Scandale fer de la Falémé (exonération d'impôts sur 10 ans pour Tosyali)
21. Scandale COUD
22. Scandale arène nationale 32 Mds
23. Scandale université Sine Saloum
24. Scandale Foncier Mbane (29ha)
25. Scandale la poste 5 milliards emplois fictifs
26. Scandale déclassement de la forêt de Mbao
27. Scandale Oryx
28. Scandale Hôpital Le Dantec
29. Scandale Stade Lat dior 1,85 milliard
30. Scandale foncier aéroport LSS : Partage du foncier en terrain à usage d'habitation
31. Scandale Passeport diplomatique
32. Etc

perspectives de développement. En effet, il est impossible d'obtenir des résultats différents avec les mêmes instruments et politiques qui ont fait la preuve de leur faillite depuis des décennies. D'où la nécessité d'une rupture, comme le propose le camp de la souveraineté, représenté au premier chef par le candidat de la Coalition Diomaye Président. Certes, le changement a tendance à susciter la peur, car perçu comme « un saut dans l'inconnu ». Mais pour ce qui concerne le franc CFA, le choix est simple : continuer à accepter la servitude ou recouvrer la souveraineté !

QUI A PEUR D'UNE MONNAIE NATIONALE POUR LE SÉNÉGAL ?

La plupart des pays CFA ont soit décliné ou stagné. Rester dans le franc CFA, c'est souscrire une assurance sous-développement. En sortir n'est pas promesse de développement. Tout dépend du modèle économique.

Ndongo Samba Sylla | Publication 19/03/2024 - senepius

Depuis que le candidat à la présidentielle Bassirou Diomaye Faye a évoqué l'idée d'une monnaie nationale, les réactions catastrophistes et démagogiques, typiques de l'esprit franc africain, n'ont cessé de pleuvoir. Beaucoup d'experts autoproclamés et de « gens d'expérience » ont dit des choses - qu'ils ne maîtrisaient pas ou de nature biaisée - dans le seul but de défendre le statu quo économique et monétaire. De mon point de vue, cette proposition courageuse et lucide est salutaire pour le Sénégal compte tenu de son nouveau statut de pays exportateur d'hydrocarbures, du bilan désastreux de la zone franc et de la chimère qu'est le projet de monnaie unique CEDEAO. Nonobstant la tentative de [sabotage](#) des présidents Emmanuel Macron et Alassane Ouattara, ce dernier projet revient à dire : voulez-vous du naira comme monnaie unique régionale ? Il ne s'agit pas pour moi de réitérer mon [plaidoyer](#) pour une monnaie nationale sénégalaise mais plutôt de répondre à des questions que la plupart de nos compatriotes soucieux de progrès économique pour eux-mêmes et les futures générations ne peuvent manquer de se poser.

Avoir une monnaie nationale est-ce quelque chose d'exceptionnel ?

Non, c'est la norme partout à travers le monde. Tous les pays africains disposent de leur propre monnaie nationale, à l'exception des quatorze pays qui utilisent le franc CFA. Soit un total de 40 pays souverains sur 54. Même s'il est nominalement national, le franc comorien fonctionne comme le franc CFA car il est sous le contrôle du Trésor français.

Les unions monétaires rassemblent des États souverains qui partagent une même devise émise par une banque centrale commune. Elles ont connu leur apogée dans la période coloniale. Il n'en existe que quatre aujourd'hui : le bloc CFA en Afrique de l'ouest ; le bloc CFA en Afrique centrale ; l'Union monétaire des Caraïbes Orientales ; la zone euro. La zone euro est la seule union monétaire en activité qui ait vu le jour dans la période « postcoloniale ». D'ailleurs, selon Benjamin Cohen, la zone euro est une [anomalie historique](#) : « Jamais auparavant, dans l'histoire moderne, un groupe d'États totalement indépendants n'a volontairement accepté de remplacer les devises nationales existantes par un type de devise nouvellement créé. »

Au total, c'est moins de 7 % de la [population mondiale](#) qui vit dans une union monétaire. Le principe « un État, une monnaie » est donc la norme. Les unions monétaires sont l'exception.

Une monnaie nationale est-elle une démarche aux antipodes du panafricanisme ?

Non. La monnaie étant la créature et l'instrument d'un État, une cohérence s'impose : soit elle est nationale, soit elle est fédérale. La vraie « balkanisation » n'est pas dans la pluralité monétaire, qui est rationnelle tant que la politique économique demeure au niveau national, mais dans l'absence de coordination en matière diplomatique, militaire, industrielle, de vente des matières premières, etc.

Ceux qui pensent que battre monnaie va à l'encontre de l'intégration africaine devraient songer à laisser la politique budgétaire et fiscale de leur pays être décidée par un pays tiers...au nom du « panafricanisme » ! Un État qui n'est pas prêt à se dissoudre dans un ensemble politique plus large, et à renoncer à sa souveraineté fiscale, ne devrait pas se priver de sa monnaie nationale.

En attendant d'avoir un État fédéral régional ou continental, il est possible d'avoir un système de monnaies nationales solidaires, comme l'ont défendu Samir Amin, Joseph Tchundjang Pouemi et Mamadou Diarra.

Pourquoi battre monnaie est-il associé à la souveraineté politique ?

Citons feu l'économiste britannique Wynne Godley qui écrivait en 1992 : « Le pouvoir d'émettre sa propre monnaie, de faire des tirages sur sa propre banque centrale, est l'élément principal qui définit l'indépendance nationale. Si un pays abandonne ou perd ce pouvoir, il acquiert le statut de collectivité locale ou de colonie. »

Wynne Godley, Maastricht and All That, London Review of Books, 1992

La monnaie doit-elle être adossée à quelque chose, à l'or par exemple ?

Depuis le début des années 1970, nous vivons dans un monde de monnaies fiduciaires. Les monnaies existantes ne sont adossées à aucun métal. Leur valeur découle de la puissance des États qui les émettent, et notamment de leur capacité à prélever des impôts et taxes dans leur unité de compte. La notion de « viabilité » d'une monnaie ne fait pas grand sens. Ce qui « garantit » la « viabilité » d'une monnaie est ce qui garantit la viabilité d'un État. Tout État qui s'estime viable sur les plans économique et institutionnel devrait être capable de battre monnaie.

Le Franc CFA est-il une monnaie indépendante ?

Non. C'est une monnaie créée par le ministère français des Finances en 1945 et qui est toujours sous son contrôle. Les banques centrales qui émettent le franc CFA n'ont donc jamais eu d'expérience de gestion d'une monnaie indépendante de l'ancien colonisateur et qui évolue en régime de change flexible.

Même si les officiels français parlent de soixante-quatre ans de « coopération monétaire » (1960-2024) à propos du Franc CFA, ils n'ont jamais appris aux deux banques centrales de la zone franc comment fabriquer elles-mêmes leurs billets de banque et leurs pièces de monnaie. Ce qui se comprend. L'impression des signes monétaires de la zone franc constitue pour la Banque de France « près de la moitié de son plan de charges sur l'avenir », [selon un de ses cadres](#).

La France garantit-elle le Franc CFA ?

On entend souvent dire que c'est la France qui « garantit » le franc CFA. C'est une vue de l'esprit. La « garantie » est une promesse de prêt du Trésor français vis-à-vis des deux banques centrales qui émettent les francs CFA. Or, le système franc CFA est paramétré pour que cette « promesse », cette « garantie », ne soit jamais mise à exécution. Résultat, au lieu que le Trésor français prête des devises aux deux banques centrales, c'est le [contraire qui a prévalu](#) de 1960 à 1980 et de 1994 à aujourd'hui. Autrement dit, ce sont les pays africains qui mettent à la disposition du Trésor français une partie de leurs devises à des taux avantageux.

Les pays CFA et leurs élites sont-ils si aliénés au point de ne pouvoir jamais envisager leur indépendance vis-à-vis du Trésor français ?

Oui, jusque-là. Les 14 pays qui utilisent le franc CFA ont une population de plus de 200 millions. Leurs dirigeants, leurs financiers et économistes pour la plupart, ont considéré jusque-là qu'ils sont incapables de faire quoi que ce soit sans le Trésor français qui, pourtant, ne leur apporte rien...sinon une discipline collective qui s'est avérée ruineuse sur le plan économique sur le long terme.

Par contraste, notons que les Seychelles avec 100 mille habitants ont une monnaie nationale qui évolue en régime de change flexible. Leurs taux d'intérêt directs sont parmi les plus faibles au monde malgré les nombreux chocs que subit le pays. De 1976 à 2022, les Seychelles n'ont eu une balance commerciale excédentaire qu'une seule fois : en 2003 ! Une expérience à méditer pour ceux qui disent que le Sénégal ne peut pas avoir de monnaie nationale tant qu'il n'aura pas de surplus commerciaux ! En 1960, les Seychelles avaient un revenu réel par habitant trois fois supérieur à celui du Sénégal. En 2022, l'écart est passé de trois à dix.

Le Franc CFA est-il compatible avec la souveraineté nationale ?

Non. La preuve est que le système franc CFA peut être utilisé par la France et ses alliés africains pour asphyxier financièrement les gouvernements dissidents, en leur privant l'accès à leurs comptes auprès de la banque centrale et au marché financier régional. En 2011, la Côte d'Ivoire, sous Laurent Gbagbo, a été victime de [ces mesures illégales](#) tout comme le Mali, sous Assimi Goïta, en 2022 et le Niger depuis juillet 2023. Ce type de sanction est impossible à mettre en œuvre dans les pays qui disposent de leur monnaie nationale.

Instrument de protection des intérêts français, le franc CFA est donc également un outil de répression contre les dirigeants qui ne se plient pas à la discipline franc-africaine.

Le Franc CFA a-t-il facilité le commerce entre ses pays membres ?

La réponse est non. [Entre 1995 et 2021](#), les échanges au sein la CEMAC sont de l'ordre de 1,5 % du commerce extérieur des pays membres malgré le partage d'une même monnaie depuis 1945. Le commerce intra-zone est plus élevé en zone UEMOA (13,6% sur la même période), du fait notamment des spécialisations économiques différentes et de la dépendance des pays enclavés vis-à-vis des pays côtiers.

Le Franc CFA est-il surévalué ?

Oui. Le franc CFA est né surévalué, c'est-à-dire sa valeur externe ne se justifie pas au regard des caractéristiques économiques des pays qui l'utilisent. Cette surévaluation est chronique. Dans le tome 3 de son histoire de l'UMOA, page 47, la BCEAO note que le franc CFA a été surévalué dans tous les pays membres selon des proportions variables entre la fin des années 1960 et 1994. Ce qui, selon son propre constat, a « fortement

entamé la compétitivité de la zone dans la mesure où les coûts de production restaient élevés ».

Une monnaie surévaluée agit comme une subvention pour les importations et comme une taxe sur les exportations. Ali Zafar, ancien économiste de la Banque Mondiale, dans un récent [ouvrage](#), montre que le franc CFA demeure encore largement surévalué. Utiliser le franc CFA, selon lui, c'est comme courir un marathon avec un frigo sur le dos.

Les déficits commerciaux chroniques des pays de l'UEMOA ont donc partie liée avec le système CFA qui pénalise leur compétitivité et les prive de financements, tout ceci au nom de la défense de la parité vis-à-vis de l'euro.

Le Franc CFA a-t-il favorisé l'attractivité économique des pays qui l'utilisent ?

Non. Jusqu'en 2018, le Ghana, dont la monnaie, le cedi, est réputée moins stable que le franc CFA, a enregistré un stock d'investissements directs étrangers (IDE) entrants supérieur à celui de tous les pays de l'UEMOA réunis. En Afrique centrale, en termes de stock d'IDE entrants, le Congo est le seul pays de la zone franc plus « attractif » que la République démocratique du Congo dont la monnaie est dollarisée.

Toutefois, les pays CFA font souvent face à des taux d'intérêt moins élevés sur les marchés financiers internationaux comparés à la plupart de leurs homologues. Cet avantage apparent pose problème : pourquoi ces pays qui se sont surendettés dans les années 1980 au point de forcer en 1994 une dévaluation – évitable si la France avait activé sa « garantie » – sont si prompts à se réendetter en monnaie étrangère ? En fait, dans le cas de l'UEMOA, tous les pays membres sauf la Côte d'Ivoire, pour certaines années, ont des balances commerciales et des balances courantes déficitaires : ils perdent des devises. Cette situation ne peut durablement coexister avec un régime de parité fixe immuable qu'à la condition de mettre le frein sur le crédit intérieur et de renforcer la dépendance financière vis-à-vis de l'extérieur (s'endetter en monnaie étrangère et attirer vaille que vaille l'investissement direct étranger).

Les deux blocs franc CFA sont-ils des « zones monétaires optimales » ?

La littérature sur les « zones monétaires optimales » s'intéresse aux conditions idéales qui font de l'unification monétaire une alternative plus avantageuse au plan microéconomique (réduction des coûts de transaction) que l'usage de monnaies nationales. Aucune étude ne montre que les deux blocs CFA répondent chacun à la définition d'une zone monétaire optimale. Comme l'expliquent les [économistes](#) Christina Laskaridis et Jan Toporowski, « la plupart des auteurs qui [ont étudié cette question] concluent que la zone franc ne peut être évaluée en termes de zone monétaire optimale [...] Les raisons de la création et de la pérennité de la zone franc s'expliquent plus adéquatement par des motifs politiques que par des motifs économiques ». Autrement dit, l'UEMOA et la CEMAC n'ont pas de justification économique. C'est la politique (la « Françafrique) qui explique leur survivance.

Rappelons que la zone franc (en réalité « zone du franc français ») a été créée pour permettre à la France de s'ajuster dans un monde dominé par le « privilège exorbitant » du dollar américain.

Le paradoxe, et ce n'est pas l'un des moindres : bien que les pays de l'UEMOA fassent déjà partie d'une zone monétaire, ils ont jusque-là échoué à remplir collectivement les critères pour faire partie de la zone monétaire entrevue par la CEDEAO !

Le Franc CFA a-t-il permis une « stabilité monétaire » ?

Oui. C'est là l'argument majeur des partisans du franc CFA qui auraient connu une dépréciation de sa valeur externe et interne plus limitée que la plupart des pays africains. Ceci est une conséquence de l'arrimage à l'euro. L'escudo cap-verdien arrimé à l'euro a donné des résultats similaires sur ce point précis. Les pays CFA n'ont donc aucun mérite pour cela. Le Franc CFA, c'est de l'euro déguisé. C'est pourquoi il est logiquement « prisé » des pays voisins. Il est même ridicule de se vanter de cet état de fait. Selon les données de la Banque mondiale, entre 1996 et 2019, le Sénégal a eu en moyenne annuelle un taux d'inflation (mesuré par l'indice des prix à la consommation) de 1,3%, le même que la France. À l'échelle mondiale, le Sénégal n'a été « devancé » que par le Japon, pays dans une situation de léthargie économique depuis les années 1990. La plupart des pays dynamiques comme la Chine, la Corée du Sud, la Malaisie, le Brésil, etc. ont connu des taux d'inflation supérieurs à celui du Sénégal. Qui peut croire que cette « exception sénégalaise » est due à une quelconque maîtrise économique ? Un ami économiste espagnol a l'habitude de dire que les pays CFA utilisent l'euro mais sans être invités à la table au niveau de la Banque centrale européenne.

[Peter Doyle](#), ancien économiste du FMI, a donné l'exemple de l'Eswatini (ex-Swaziland) qui a un taux de change fixe avec la monnaie sud-africaine. Dans les années 1960, l'Eswatini avait environ le même niveau de

revenu réel par habitant que le trio Niger, Burkina Faso et Mali. 50 ans plus tard, l'Eswatini, avec des taux d'inflation comparativement plus élevés, a enregistré un niveau de réel par habitant cinq fois supérieur.

Le Franc CFA a-t-il favorisé le développement économique ?

Non. La Côte d'Ivoire est le pays le plus grand par la taille économique dans la zone franc. Selon les indicateurs de la Banque mondiale, son meilleur niveau de PIB réel par habitant remonte à 1978, niveau qui n'a toujours pas été « rattrapé ». Les sept autres pays de l'UEMOA sont classés parmi les Pays les Moins Avancés (PMA), catégorie créée dans les années 1970. Le Sénégal a rejoint cette catégorie en 2000 et n'en est toujours pas sorti. En effet, c'est en 2014 que le Sénégal a retrouvé son meilleur niveau de PIB réel par habitant qui date de 1961. Quant au Niger, son PIB réel par habitant de 2022 est inférieur de 37% à son meilleur niveau qui date de 1965 ! La Guinée-Bissau, ex-colonie portugaise a obtenu son meilleur niveau de PIB réel par habitant en 1997, année de son entrée dans l'UEMOA. Depuis lors, son appauvrissement a été le prix à payer pour mettre fin à son record impressionnant d'instabilité macroéconomique et politique !

En Afrique centrale, le Gabon a actuellement un niveau de PIB réel par habitant inférieur de presque de moitié à son meilleur niveau qui date de 1976. Le Cameroun n'a pas encore « retrouvé » son meilleur niveau de PIB réel par habitant qui remonte à 1986. La Guinée équatoriale, petit pays pétrolier, qui a connu des taux de croissance économique monstrueux à la fin des années 1990 jusqu'au milieu des années 2000 a vu son revenu réel par habitant diminuer de 59 % entre 2008 et 2018, alors que le pays n'est pas en guerre ou sous sanction...mais, par contre, utilise une monnaie arrimée à l'euro : le franc CFA.

Y a-t-il des pays pétroliers qui ont fixé leur monnaie à l'euro ?

Le FMI publie chaque année la classification des régimes de change et des cadres de politique monétaire à travers le monde. On constate que les seuls pays pétroliers et gaziers au monde à avoir fixé leur monnaie uniquement à l'euro sont les pays CFA. Ce « choix » qui défie le bon sens économique et qui est contraire aux intérêts de ces pays s'explique par des raisons politiques – la France a toujours voulu avoir un contrôle sur ses ex-colonies et avoir la possibilité d'acheter leurs ressources dans sa monnaie dans un monde dominé par le dollar américain. La conséquence, notamment pour les pays pétroliers en Afrique centrale, est la création de rentes pour le secteur financier français : ces pays sont dans l'obligation de convertir en euro la moitié de leurs réserves officielles de change et de les déposer auprès du Trésor français...alors que l'essentiel de leur commerce extérieur est libellé en dollar.

L'erreur qui est souvent commise est de considérer uniquement la destination géographique des échanges extérieurs et d'ignorer la monnaie dans laquelle ils sont facturés. Dans le cas du Sénégal et de ses homologues de l'UEMOA, la zone euro n'est pas la première destination à l'exportation mais la principale source d'approvisionnement. Ce qui s'explique : l'arrimage à l'euro fonctionne comme une « préférence commerciale » pour les produits européens et empêche le taux de change de jouer son rôle d'amortisseur des chocs.

Dans tous les cas, plus de 75 % du commerce extérieur de ses pays se passe dans des devises autres que l'euro et cette tendance va s'accroître avec l'exploitation d'hydrocarbures dans des pays comme le Sénégal et le Niger.

La parité fixe à l'euro est un legs colonial. C'est la contrepartie de l'inexistante « garantie » française, soit un moyen pour Paris de continuer à avoir son mot à dire dans les affaires économiques, monétaires et politiques de ses anciennes colonies.

Est-il possible de se développer avec le Franc CFA ?

Jusqu'à-là, la réponse est négative. Sur le long terme, la plupart des pays CFA ont soit décliné ou stagné sur le plan économique. La surévaluation du franc CFA, la rigidité de la parité fixe, les saignées financières que subissent ces pays et l'absence de financements adéquats sont autant de handicaps à déplorer. Un exemple édifiant est le suivant : au Sénégal, le secteur primaire – agriculture, élevage, pêche - qui occupe une proportion significative de la population active ne reçoit annuellement au titre des crédits bancaires de plus d'un an que 24-25 milliards de francs CFA. Oui, 24 et 25 milliards francs CFA. À titre de comparaison, les prêts que la BCEAO accorde à son personnel (plus de 3000 personnes) ont baissé en 2022 pour atteindre un peu moins de 43 milliards de francs CFA.

Epilogue....

Bref, rester dans le franc CFA c'est souscrire une assurance sous-développement (d'autant plus qu'on ne connaît pas de pays du Sud qui se soit développé en restant dans une union monétaire non fédéraliste et de surcroît contrôlée par l'ex-puissance coloniale). En sortir n'est pas promesse de développement. Tout dépend du modèle économique, comme les deux plus grands économistes africains à avoir réfléchi sur ces questions, Samir Amin et

Joseph Tchundjang Pouemi, n'ont eu de cesse de le dire en leur temps.

Le propos est déjà long. Beaucoup d'autres choses pourraient être dites, notamment sur l'impossibilité d'une politique financière cohérente dans le cadre de la zone franc et la responsabilité du système monétaire et financier vis-à-vis du lancinant problème du chômage. Au fond, qu'est-ce que le chômage ? Si l'on part de l'idée qu'il décrit la situation de personnes désireuses de louer leurs services de travail en échange de la monnaie émise par l'État, on comprend dès lors que quand la masse monétaire est artificiellement restreinte pour défendre une parité fixe...on crée nécessairement du chômage. Comme l'écrit l'économiste américain Randall Wray :

"Il existe de solides arguments éthiques contre l'utilisation de la pauvreté et du chômage comme principaux outils politiques pour atteindre la stabilité des prix et des taux de change - d'autant plus que les coûts de la pauvreté et du chômage ne sont pas répartis de manière égale au sein de la population. Et même si la stabilité des prix et de la monnaie est désirable, il est douteux que l'on puisse le défendre comme un droit humain au même titre que le droit au travail."

Comme on le dit souvent, on ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif. De la même manière, on ne peut libérer un esclave satisfait de sa servitude sucrée.

Les élections présidentielles au Sénégal du 24 mars Pas une alternance, mais une alternative contrastée

Modou, contribution d'un lecteur de Ferñent

Selon différentes sources, Bassirou Diomaye Faye candidat du parti d'opposition dissous PASTEF l'emporte avec des estimations variant entre 53 et 57 % des suffrages contre 32% pour son principal adversaire et candidat de la coalition au pouvoir Amadou Bâ, sur la base de projections calées sur des tendances lourdes de résultats partiels. Les résultats de ces élections peuvent être considérés comme un séisme au regard de plusieurs facteurs : **la singularité du PASTEF, le contexte, une rupture avec un « système », la fin des rapports privilégiés avec la France, la perte d'influence des confréries religieuses.**

La singularité du PASTEF est né en 2014, à peine 10 ans, avec comme principaux dirigeants des inspecteurs des impôts et domaines dont le leader est Ousmane Sonko. Ce dernier n'a pas cessé de dénoncer des scandales fonciers, financiers, fiscaux commis par le régime avant d'être radié de la fonction publique en 2016. Ses critiques argumentées et documentées contre le pouvoir à travers différents canaux et ainsi sa réputation d'intégrité confèrent à Ousmane Sonko et à PASTEF une rapide et croissante popularité. Dans un pays où, au niveau des présumées élites, le vol des deniers publics est un sport national bien avant la lutte et le football, être inspecteur principal d'impôts non suspect de même pas un centime de corruption ou de détournements a fait mouche surtout parmi la jeunesse. Cette jeunesse que ces pratiques prédatrices poussent à l'exil dont le terminus est parfois les fonds de la Méditerranée et de l'Océan atlantique. Tandis qu'il est un secret de polichinelle que même les plantons ou les gardiens sont millionnaires aux Impôts et Domaine. D'ailleurs sur ce plan, d'ailleurs le candidat de facto de PASTEF Bassirou Diomaye est le seul à avoir déclaré publiquement son patrimoine. Ce qui n'est pas certainement l'exemple suivi par Amadou Bâ, candidat du pouvoir, aussi ancien inspecteur accusé d'être un fonctionnaire milliardaire, voire une des plus grandes fortunes du pays.

Une particularité du PASTEF n'est pas d'être créé après l'indépendance par des individus nés bien après l'indépendance politique en 1960, mais de n'avoir jamais été mêlé de près ou de loin à la « mangerie » et à la Françafrique, au moins concernant son ossature originelle. Or depuis 1960, le Sénégal est dirigé par deux partis ainsi que leurs démembrements consécutifs à des scissions : grosso-modo le PS de 1960 à 2000, le PDS et ses clones de 2000 à 2024. Il y eut deux alternances en 2000, puis en 2012 qui ne se sont pas traduites par un renouvellement radical du personnel politique. Dans un pays dit développé où les positions de « survie économique » sont réduites à l'appareil d'Etat pour cette gent, une grande partie de la coalition battue opère une transhumance pour continuer à picorer à la « mangerie » dans le cadre d'un deal : soutien politique contre

LU POUR VOUS

Les 11 accords coloniaux tenus secrets depuis le 26 Décembre 1959, accords ayant expirés le 26 Décembre 2019 et supposés entrer en caducité ce 26 Décembre 2020

VOICI LES 11 ACCORDS COLONIAUX TENUS SECRETS DEPUIS LE 26 DÉCEMBRE 1959, ACCORDS AYANT EXPIRÉS LE 26 DÉCEMBRE 2019, ET SUPPOSÉS ENTRER EN CADUCITÉ CE 26 DÉCEMBRE 2020...

ACCORDS DU 26 DÉCEMBRE 1959 ("Monnaie d'échange" pour notre "indépendance" en 1960)

EN 11 POINTS :

- 1) La dette coloniale pour remboursement des bénéfices de la colonisation.
- 2) La confiscation automatique des réserves financières nationales
- 3) Le droit de premier refus sur toutes les ressources brutes ou naturelles découvertes dans le pays
- 4) Priorité aux intérêts et entreprises Françaises dans les marchés et appels d'offre publics
- 5) Droit exclusif de fournir des équipements militaires et de former les officiers militaires des colonies.
- 6) Le droit pour la France de déployer des troupes et d'intervenir militairement dans le pays pour défendre ses intérêts
- 7) **L'obligation de Faire du Français la langue officielle du pays et de l'enseignement**
- 8) L'obligation d'utiliser le Franc CFA
- 9) L'obligation d'envoyer en France un bilan annuel et Un rapport d'Etat des réserves
- 10) Renoncer à toute alliance militaire avec d'autres pays, sauf autorisation de la France
- 11) L'obligation de s'allier avec la France en cas de guerre ou de crise mondiale

Internet

OURAGAN INFOS N°401 DU 18 JANVIER 2020 P. 7

enterrement des dossiers du régime sortant. Un contexte de dérives autoritaires et répressives Depuis environ 2021, une crise politique s'est instaurée au Sénégal marquée par des pics insurrectionnels en mars 2021 et en juin 2023 s'étant soldés par la mort de dizaines de personnes dont plusieurs par balles dans les manifestations. Il s'en est suivi des milliers d'arrestations essentiellement dans les rangs du PASTEF de même que la restriction de toutes les libertés démocratiques. La toile de fond de ces manifestations fut une lutte contre un potentiel troisième mandat anticonstitutionnel du président sortant Macky Sall et des machinations judiciaires contre Ousmane Sonko pour le condamner et invalider sa candidature aux élections présidentielles de 2024. Elections dans lesquelles il était censé être le principal danger de la coalition au pouvoir en tant que principal dirigeant de l'opposition. Il faudrait souligner que Macky Sall n'a jamais été élu « régulièrement et positivement ». En 2012 pour son 1er mandat, la population a plutôt voté contre Abdoulaye Wade à cause de ses tentatives de dévolution monarchique du pouvoir à son fils Karim Wade ainsi que sa tentative d'un 3ème mandat anticonstitutionnel. Pour sa réélection en 2019, Macky Sall a fait emprisonner ses deux principaux adversaires d'alors Karim Wade du PDS et Khalifa Sall ancien maire de Dakar pour des malversations et des irrégularités de gestion. En ce qui concerne le PASTEF, ne trouvant rien à reprocher à Ousmane Sonko en 15 ans de carrière comme inspecteur des impôts, il lui a été imputé des inculpations « d'ordre privé », à savoir un « crime de viol » et un « délit de diffamation » envers un ministre. Cette tendance à organiser des élections en excluant ses plus dangereux adversaires fait dire à beaucoup que le régime de Macky Sall organise non pas des élections présidentielles, mais des Sélections présidentielles ! Le summum de la furie du pouvoir contre PASTEF fut l'arrestation d'Ousmane Sonko, son emprisonnement ainsi que la dissolution de PASTEF en juillet 2023. Et Malgré la décapitation de sa direction et l'arrestation de milliers de ses, l'ex-PASTEF se révéla plus fort. Le pouvoir s'est appuyé sur ces procédures pour invalider la candidature d'Ousmane Sonko malgré des jugements le réintégrant dans le fichier électoral que l'administration a refusé d'appliquer. Pour éviter des élections sans PASTEF, la candidature du numéro 2 du PASTEF Bassirou Diomaye Faye ainsi que celle de deux alliés en dehors de PASTEF furent mises en route. Au niveau mondial, le moment le plus médiatique des violations de la légalité et de la constitution au Sénégal est le report -annulation des élections présidentielles le 3 février 2024 par le président Macky Sall à la veille du début de la campagne électorale et à trois semaines des élections présidentielles prévues initialement le 25 février 2024^{vii}. Cela a provoqué de vigoureuses protestations ayant entraîné quatre morts ainsi qu'une condamnation d'organisations africaine, internationales, de la dite société civile, de plusieurs pays occidentaux alliés, en particulier les USA et l'Allemagne. Finalement, le Conseil Constitutionnel a annulé toutes les décisions relatives à ce « report » et fixa la date des élections le 24 mars, avec la même liste des candidatures validées. Entretemps, en mode fast-track, le régime de Macky Sall a concocté une amnistie dont les victimes ne furent pas demandeuses car elle consacre l'impunité pour les responsables de plusieurs dizaines de morts, environ 60 à 82 personnes depuis son accession au pouvoir en 2012. Le régime sénégalais veut s'autoamnistier et surtout se couvrir par rapport à toutes les procédures engagées au niveau international dont la CPI. Suite à cette amnistie, tout-e-s les détenues politiques ont été libéré-e-s. C'est ainsi que Ousmane Sonko et Bassirou Diomaye Faye ne furent libérés que dix jours avant la fin de la campagne électorale pour sillonner avec Ousmane Sonko comme soutien au candidat attitré de PASTEF Bassirou Diomaye Faye.

Une rupture avec un « système »

Contrairement à toutes les alternances de 2000 et de 2012 caractérisées par un rejet des coalitions sortantes, l'alternance de 2024 peut être considérée en grande partie comme une adhésion positive à un projet élaboré progressivement par PASTEF depuis 2014. C'est une alternance inédite sous plusieurs angles avec une élection inédite à plusieurs points de vue. D'abord, c'est une victoire nette contre la coalition sortante dès le premier tour alors qu'il a fallu un 2ème tour pour les alternances précédentes. Ce fut ensuite une alternance propulsant au pouvoir un parti « hors-système » c'est-à-dire en dehors de l'écosystème politique, ce sera le premier accès au pouvoir d'un parti en dehors du PS-PDS et de leurs nébuleuses respectives. Puis en outre, c'est un renouvellement générationnel qui envoie à la retraite tout un plan de classe politique composée en partie de dinosaures en place depuis des décennies. S'il y a un parti dont les membres ont le « projet » comme leitmotiv à la bouche, au-delà des dirigeants, c'est bien PASTEF où la référence au « projet » est un crédo ? Mais en quoi, consiste le projet ? En voici les grands axes : - Souveraineté sur toutes les ressources naturelles, entre autres par l'annulation ou la renégociation de tous les contrats miniers, gaziers, pétroliers ; - Une industrialisation par la transformation interne de tous les produits primaires et de toutes les matières premières ; - Modernisation de l'agriculture par la maîtrise de l'eau, la mécanisation, l'allocation d'intrants, l'introduction de

nouvelles techniques culturelles, la sélection de nouvelles semences ; - Une gouvernance transparente par la lutte intransigeante contre la corruption, contre la prédation des biens et du patrimoine publics. C'est un projet qui n'est pas anticapitaliste, ni anti-impérialiste. Leur ambition est de faire du Sénégal un dragon économique à moyen et long terme comme les pays asiatiques pour devenir un « pays émergent » et ensuite sortir du « sous-développement ». Pour ce faire, leur volonté est de développer des relations gagnant-gagnant sans exclusive avec tous les pays s'inscrivant dans la même optique. Au niveau de la santé, de l'éducation, de la mobilité, de la connectivité, le projet envisage des investissements pour développer tous ces secteurs. Mais puisque c'est un projet de développement national capitaliste ne remettant pas en cause les règles du califat, mais voulant mettre le Sénégal comme entité homogène, l'accent n'est pas mis sur comment résorber les inégalités entre une bourgeoisie nationale exploiteuse et les classes populaires comme la classe ouvrière et la paysannerie pauvre.

Sur les questions sociétales et l'émancipation de la femme, le projet de PASTEF est au mieux conservateur, au pire réactionnaire. Le code de la famille imposant l'homme comme chef de la cellule familiale fait partie des grands absents des thèmes abordés dans la campagne électorale. Un des révélateurs de cette idéologie patriarcale est le fait que les deux dirigeants les plus emblématiques de PASTEF sont des polygames. Ce n'est pas PASTEF qui va instaurer le planning familial, encore moins légaliser l'avortement qui est prohibé dans la législation en vigueur. Quant à l'homosexualité qui est actuellement un délit hérité de la période coloniale, PASTEF préconise sa criminalisation.

Il existe une mouvance dans PASTEF obsédée par les questions identitaires désignant « l'Autre » qui pourrait être le franc-maçon, l'homosexuel, le Juif, le mécréant, etc. comme la cible. Cette mouvance, que d'aucuns qualifient de salafiste, mouvance, s'adosse à l'islam et/ou aux traditions comme justification. Or cette idéologie misogyne, patriarcale, antisémite n'a rien de spécifiquement sénégalais, africain ou islamique. Elle est de la même eau que l'idéologie homophobe, sexiste, raciste, xénophobe de Javier Milei en Argentine, Bolsorano au Brésil, Orban en Hongrie, bref de toute l'extrême droite dans le monde qui reste aussi antisémite parallèlement à sa posture sioniste de soutien à la politique de l'Etat d'Israël.

Pourtant il y a une gauche, certes minoritaire, au sein de PASTEF qui adopte jusqu'à présent un profil bas face à un courant réactionnaire s'appuyant sur le rouleau compresseur d'une réislamisation d'une société qui n'épargne pas la sphère publique. Cette gauche pourrait s'appuyer sur une jeunesse curieuse, connectée, mais vierge de la mémoire des luttes démocratiques et anti-impérialistes. Cette gauche doit relever la tête et entraîner cette jeunesse dans la lutte contre toute discrimination basée sur le sexe, l'appartenance religieuse, l'orientation sexuelle. Aucun compromis ne devrait être toléré dans la lutte contre le sexisme, l'homophobie, l'antisémitisme. Les résultats faibles d'un parti dont le guide est un chef religieux ainsi que l'impact faible des structures religieuses sur ces élections devraient conforter la gauche dans ce combat incontournable à moyen et à long terme.

Un revers pour l'impérialisme français

L'élection de Bassirou Diomaye n'est pas de bon augure pour l'impérialisme français dont le candidat est l'ancien premier ministre Amadou Bâ qui a été reçu en France par son homologue ainsi que par le ministre français de l'économie et des finances. Il a été aussi adoubé par l'organisation du patronat français, le MEDEF. Il y a un indice qui trahit la frilosité du l'Etat français dans la soirée du 24 mars 2024 jusqu'au lendemain matin, c'est l'extrême prudence des médias officiels orientées vers l'extérieur de la France (France24, TV5Monde, RFI) à annoncer la victoire de Bassirou Diomaye en s'alignant sur l'attentisme de la coalition du pouvoir qui agitait la possibilité d'un 2ème tour. Au moment où presque toute la presse sénégalaise, une grande de la presse internationale ont publié la victoire de Bassirou Diomaye Faye. De même, la quasi-totalité des 16 autres candidats, à l'exception d'Amadou Bâ et deux autres candidats ex-membres de la coalition au pouvoir, ont déjà félicité Bassirou Diomaye. Pourtant en France, dès 20h les résultats sont annoncés sur la base d'estimations. Il y a vraiment de quoi être frileux, nerveux, car l'impérialisme français a gros à perdre s'il venait à être chassé du Sénégal comme il l'a été du Mali, du Niger, du Mali, de la Centrafrique. A cette différence qu'il ne pourrait pas invoquer ici l'argument de régimes issus de putschs sans légitimité populaire. Premièrement, les jours de la base militaire française à Dakar sont peut-être comptés. Deuxièmement, la question de la sortie du Franc CFA, tout sauf taboue, figure dans le projet PASTEF et a fait partie des thèmes de sa campagne électorale. A défaut d'une monnaie commune dans la sous région de l'UEMOAxi ou de l'Afrique de l'Ouest dans le cadre de la CEDEAOxii, PASTEF n'exclut pas une sortie unilatérale de la zone Franc pouvant entraîner un effet domino du fait du statut de 2 ème économie du Sénégal dans l'UEMOA après la Côte d'Ivoire. Troisièmement, les plus

grands risques pour l'impérialisme planent dans le domaine économique. Durant l'alternance de 2000-2012, il y a une diversification des partenaires économiques du Sénégal dans un cadre plus multilatéral : Chine, Brésil, Turquie, Inde, Maroc, etc. Il y eut retour en force ou une présence plus importante des entreprises françaises sous les deux mandats de Macky Sall : Total, Veolia, EDF, SNCF, Eiffage, Orange, Auchan, Alstom, etc. Or le futur régime veut renégocier avec ces entreprises tous les contrats dont plusieurs sont présumés inégaux, entachés d'irrégularités dans les procédures, parfois sans appels d'offres et/ou instituant de fait une situation indue de monopole. Et les concurrents les plus sérieux de l'impérialisme français pour prendre sa place ne sont pas forcément des pays dits non-occidentaux ou autocratiques auxquels on pense spontanément. Ses « alliés politiques » que sont les USA, l'Allemagne sont en embuscade. Ces deux pays ont essayé de pactiser avec le Niger après le départ de la France. L'Allemagne y a réussi, les USA non !

Les confréries religieuses ne sont plus incontournables

L'Islam au Sénégal est structuré autour des confréries religieuses constituées d'une part d'une composante Mouride plus homogène et plus centralisée dont le quartier général est Touba, et d'autre part d'une composante Tidjane divisées en plusieurs sous-composantes dont la principale a son quartier général dans la ville de Tivaouane. Au fil du temps depuis la période coloniale, ces confréries ont pris une importance croissante, au-delà de leur présumée sphère spirituelle, dans le temporel en jouant le rôle d'interface entre le pouvoir et les populations. Le pouvoir politique les arrose de fonds publics à titre individuel ou dans le cadre de construction d'ouvrages en contrepartie de recommandations des confréries aux fidèles dans le sens des intérêts du pouvoir. Cette élection a illustré de manière éloquente l'épuisement de ce deal. Les fidèles se sont autonomisés et ont appris à faire la part des choses entre le sacré et le profane, entre le spirituel et le temporel. En effet, Bassirou Diomaye Faye a remporté quasiment tous les foyers confrériques sans y avoir mis les pieds (Touba, Tivaouane, Medina Baye, Yoff, etc.). Il a raflé 13 des 14 régions du Sénégal ainsi que la Diaspora. Un parti d'obédience religieuse a récolté à peine 3% des voix. Pourtant la coalition au pouvoir et certains partis d'opposition n'ont pas été économes en « visite de courtoisie » pour « solliciter des prières » chez les confréries religieuses, certainement sans les mains vides. Cela est compréhensible pour la coalition au pouvoir car les confréries furent à leurs secours en situation défavorable durant les révoltes de mars 2021 et de juin 2023 en appelant à la paix et au calme. Partout, ces confréries brillèrent par leur silence dans la répression, la violence des forces de l'ordre contre les populations, les organisations politiques et de la société civile, y compris durant le report-annulation des élections par le président Macky Sall le 3 février 2024. Seule, l'Eglise catholique a dénoncé la violation de la constitution et demandé le respect du calendrier électoral. Ce fut une prise de position symboliquement importante, même si la communauté chrétienne sénégalaise ne représente que 5% de la population.

Les résultats de Bassirou Diomaye Faye sans lobbying auprès des confréries religieuses constituent une leçon à méditer pour l'avenir. La gauche doit s'en inspirer pour, outre la question sociale, s'attaquer de front aux défis posés par les tendances réactionnaires au sein de PASTEF et dans toute la société pour la lutte pour l'égalité des droits de toute la population quelle que soit l'origine ethnique, raciale, religieuse, quelle que soit l'orientation sexuelle. Ce qui est sûr qu'avec la hargne, la combativité de la jeunesse sénégalaise, il n'y aura pas d'état de grâce pour le nouveau régime, s'il ne prend pas un cap qui ne va pas dans le sens d'une éradication de la misère. C'est le fondamental. C'est la faim, la maladie et non une religiosité, etc. qui pousse la jeunesse défavorisée à braver les mers pour atteindre « le paradis européen » pour le bien-être ICI ET MAINTENANT en laissant derrière elle un lieu de culte dans chaque coin au Sénégal et des cérémonies de prières récurrentes et interminables partout !

Déclaration de l'Assemblée des peuples de la Caraïbe **Sur la crise en Haïti**

Mercredi 6 mars, le Comité exécutif régional de l'Assemblée des peuples de la Caraïbe (ACP) s'est réuni virtuellement pendant plusieurs heures pour discuter de la crise en Haïti. La réunion a réuni de nombreux membres d'Haïti, de Cuba, de la République dominicaine, de Porto Rico, de la Martinique, de la Barbade et de Trinité-et-Tobago. Le Comité Exécutif Régional a reçu de la Section Haïtienne de l'ACP un rapport détaillé et une analyse de la crise en Haïti, dont la situation se détériore de jour en jour.

Le Comité exécutif régional a convenu des actions suivantes en solidarité avec le peuple haïtien. - Publier immédiatement une Déclaration de solidarité avec le peuple haïtien au nom de l'Assemblée des Peuples de la Caraïbe, laquelle déclaration identifierait les causes profondes de la crise ; analyser la situation actuelle; et

préciser ce qui doit être fait – et ne pas faire – par la communauté régionale et internationale. - Vulgariser les propositions de l'Accord du Montana – le regroupement des mouvements sociaux et de la société civile haïtiens – comme seule véritable solution à la crise haïtienne. - Tenir une conférence de presse régionale le mardi 12 mars au cours de laquelle nos sœurs et frères haïtiens parleront de la crise et de la voie à suivre. Des membres du Comité exécutif régional seront présents en soutien. Lors de la conférence de presse, nous annoncerons d'autres actions de solidarité.

Nous, l'Assemblée des peuples de la Caraïbe, déclarons que : - Il ne doit y avoir aucune intervention militaire étrangère – pas de troupes américaines ou de tout autre pays du Core Group, pas de troupes du Kenya, pas de troupes de la CARICOM ou de tout autre État. Nous condamnons donc fermement les déclarations de certains États membres de la CARICOM selon lesquelles leurs troupes seraient « prêtes » à se rendre en Haïti. - La CARICOM doit cesser de reconnaître Ariel Henry comme Premier ministre d'Haïti. La reconnaissance continue d'Henry par la CARICOM malgré les nombreuses lettres ouvertes envoyées aux chefs de gouvernement par les ACP les appelant à renoncer, a enhardi Henry et lui a donné une « légitimité » dans son appel à une intervention militaire de l'ONU. Cet appel à l'intervention avait pour seul objectif de lui permettre, ainsi qu'aux élites politiques et économiques haïtiennes, de maintenir leur contrôle du pouvoir ; et par extension, servir les intérêts des États-Unis et d'autres puissances impériales. Les actions d'Henry lors de la dernière réunion de la CARICOM, sa participation à la réunion de la CELAC la semaine dernière à Saint-Vincent étaient autant de précurseurs de son voyage au Kenya pour amener les troupes kenyanes en Haïti. Henry et ses prédécesseurs au pouvoir issus du parti PHTK sont corrompus et sont les facilitateurs de la violence et de la désintégration des institutions haïtiennes. L'échec de la CARICOM concernant Henry et son soutien à une intervention militaire « dirigée par le Kenya » constituent une tache majeure dans son bilan. - Nous notons que les chefs de gouvernement de la CARICOM tiendront une réunion d'urgence le lundi 11 mars en Jamaïque et, selon le président actuel de la CARICOM, le président Irfaan Ali du Guyana, assisteront à la réunion « des représentants des gouvernements qu'Haïti a engagés en tant que partenaires ». Il a également déclaré que la CARICOM avait reconnu Ariel Henry comme « Premier ministre ». Cette reconnaissance continue d'Henry et sa présence à la réunion de Jamaïque en tant que « partie prenante » importante feront échouer une solution à la crise. De plus, le langage diplomatique des « gouvernements qu'Haïti a engagés comme partenaires » désigne le Groupe restreint. La CARICOM ne doit pas permettre au Groupe restreint de déterminer ce qui se passe en Haïti. La CARICOM doit dire au Groupe restreint qu'Henry doit partir et que seul un gouvernement de transition haïtien déterminé, comme le propose l'Accord du Montana, peut résoudre la crise. - La CELAC doit également cesser de reconnaître Henry. - L'ONU et le Core Group doivent également cesser de reconnaître Henry et cesser de négocier avec lui un transfert de pouvoir. Il est illégitime et par conséquent, toute implication de sa part dans l'établissement d'un accord de transition sera illégitime et n'est ni acceptée ni digne de confiance par le peuple haïtien. - La seule façon d'avancer est que la CARICOM, la CELAC, l'ONU et le Groupe restreint acceptent les propositions de l'Accord du Montana intitulé « ÉTABLISSEMENT D'UN EXÉCUTIF DE TRANSITION PAR DES MOYENS CONSENSUELS ET PACIFIQUES : LA FORMATION D'UN GOUVERNEMENT D'UNITÉ NATIONALE/SAUVETAGE » qui a été daté 10 octobre 2023. Cette proposition repose sur une solution haïtienne à la crise haïtienne. Il bénéficie du soutien de centaines d'organisations haïtiennes – mouvements sociaux, organisations de la société civile et partis politiques – et de personnalités éminentes. Nous avons joint ce document à la présente Déclaration. - Comme nous l'avons déclaré dans notre lettre ouverte du 23 février aux chefs de gouvernement de la CARICOM : « Nous sommes convaincus que les propositions de l'Accord du Montana sont non seulement réalisables, mais peuvent établir un environnement dans lequel le peuple haïtien, dans l'exercice de son droit à l'autodétermination. et en reconnaissance de leur souveraineté, peuvent vaincre les gangs et la violence et restaurer Haïti sur la voie de la démocratie et de la dignité ». - Il existe un vide de pouvoir en Haïti que les groupes armés dirigés par des criminels tentent de combler. La violence rend presque impossible l'intervention des masses pour combler le vide laissé par les manifestations populaires traditionnelles de mouvements sociaux légitimes. La reconnaissance continue du Premier ministre de facto, mais totalement illégitime et discrédité, Ariel Henry, a été un autre facteur majeur dans la création de ce vide politique. Ceci explique pourquoi son absence du pays a été le signal de l'intensification des actions armées. - Ce serait une parodie et une tragédie si les criminels qui se livrent à des actes de violence étaient impliqués dans des arrangements de gouvernance transitoire. Leur implication ne doit pas être encouragée. - Un gouvernement de transition légitime et démocratiquement établi comblera le vide du pouvoir et aura ainsi la capacité de

commencer à restaurer la stabilité et à contrôler les groupes armés avec le soutien du peuple haïtien. Toute assistance requise de la communauté internationale peut être négociée de manière appropriée par un tel gouvernement de transition et à des conditions qui respectent la dignité du peuple haïtien et la souveraineté de la nation haïtienne. Le Groupe restreint et/ou la CARICOM et/ou l'ONU ne peuvent prédéterminer aucune aide internationale pour faire face à la violence en Haïti. La force multinationale approuvée par l'ONU à la demande d'Henry, qu'elle soit dirigée par des troupes kenyanes ou non, ne peut être imposée à aucun gouvernement de transition. Cela équivaldrait à une énième intervention militaire étrangère. L'architecture de sécurité appropriée ne peut être déterminée que par le Gouvernement de transition s'il doit y avoir une solution véritablement haïtienne à la crise, appartenant au peuple haïtien.

Nous, l'Assemblée des peuples de la Caraïbe, déclarons en outre que : - Depuis 2004, Haïti est en effet revenu à un statut colonial, où les ambassadeurs et autres représentants de ce que l'on appelle le groupe central – principalement les États-Unis, la France et le Canada – ont pris des décisions sur le processus politique et plus encore en Haïti. C'est ainsi qu'Ariel Henry a été installé de facto Premier ministre d'Haïti par le Core Group, à la suite de l'assassinat du président de l'époque, Jovanel Moïse, en 2021. - Depuis l'assassinat de Moïse en 2021, il n'y a plus de gouvernement légitime en Haïti. En effet, Moïse lui-même est resté en fonction au-delà de son mandat constitutionnel ; et il n'y a pas eu de Parlement fonctionnel pendant plusieurs années avant 2021. Il n'y a donc pas de président, pas de parlement et pas de Premier ministre élu. Les mouvements sociaux et la société civile haïtiennes ont plaidé et mobilisé de nombreuses actions de masse pour susciter un processus qui conduirait à un retour à la démocratie et à la bonne gouvernance. - Ce processus est connu sous le nom d'Accord du Montana. Officialisé le 30 août 2021, il est issu d'un processus entamé le 6 mars 2021 avec la Commission de recherche d'une solution haïtienne à la crise, qui a abouti à l'Accord du Montana signé par quelque 1 000 individus, partis politiques, mouvements sociaux et organisations de la société civile. Il est important de noter que ce processus a commencé après que le président Moïse ait prolongé son mandat début 2021, l'accord ayant été conclu après son assassinat en juillet 2021. - La montée de la violence est le résultat de groupes armés, dont certains dirigés par d'anciens policiers, qui sont financés et soutenus par les élites politiques et économiques d'Haïti, avec la complicité des États-Unis et d'autres pays. Il est à noter que le Canada a sanctionné un ancien président d'Haïti – Martelly – en raison de son financement de gangs. Les armes utilisées lors d'attaques violentes proviennent en grande partie des États-Unis, qui n'ont rien fait pour arrêter ce flux d'armes. La politique de Biden en matière de migration, visant à saper les processus politiques cubain, vénézuélien et nicaraguayen, a conduit plus de 3 000 des 12 000 policiers nationaux haïtiens à quitter Haïti pour les États-Unis. Cela a affaibli la capacité de la PNH à faire face à l'escalade de la violence armée. Le retour de Guy Phillippe en Haïti par les États-Unis est une autre manifestation des mesures prises par les États-Unis pour fomenter la violence et le chaos en Haïti. - Les actes de violence ont visé la classe ouvrière, les petits agriculteurs, les pauvres et une partie de la classe moyenne inférieure. Les riches et la classe moyenne supérieure n'ont pas été la cible de la violence. Leurs quartiers n'ont, en général, pas été touchés par des actes de violence. - Les actes de violence ont pris un caractère très destructeur. Au niveau humain, il y a les actes de barbarie largement rapportés comme les massacres, les viols et les agressions. Ensuite, il y a la destruction et l'incendie des infrastructures essentielles du pays telles que les hôpitaux, les écoles, les systèmes d'approvisionnement en eau potable et les zones réservées à la production alimentaire. À un autre niveau encore, ces bandes armées s'attaquent également aux symboles de la culture haïtienne. Ainsi, ils ont incendié 8 hectares de terres dédiées à la production du rhum Barbancour et ils ont détruit une ville artistique (Village de Nouailles) – des aspects de la vie haïtienne mondialement connus. Ce caractère destructeur de la violence vise à montrer qu'il s'agit d'une action politique de déstabilisation ayant pour objectif de rendre la vie invivable sur le territoire. - L'importance du schéma et des cibles de la violence réside dans le fait que ces groupes armés agissent dans l'intérêt des élites économiques et politiques et des puissances étrangères ; avec les objectifs suivants : (a) contrecarrer et empêcher toute action de masse du peuple haïtien visant à imposer une solution politique légitime à la crise ; et (b) créer les conditions d'un appel à une intervention militaire étrangère. À ce jour, ces objectifs ont été largement atteints. - La crise haïtienne ne peut être séparée de l'importance géopolitique des Caraïbes pour l'impérialisme américain, et donc de son contrôle. Haïti possède des ressources précieuses (or, titane, iridium, bauxite, gaz naturel) et nous ne devons pas oublier ce qui s'est passé en 1915 lorsque les intérêts économiques du capital américain ont provoqué la déstabilisation puis l'invasion américaine.

Nous, l'Assemblée des peuples de la Caraïbe, déclarons en outre que : - La véritable racine de la crise en Haïti est

l'histoire de l'intervention et de l'ingérence impérialistes dans les affaires intérieures d'Haïti. Cette histoire remonte à l'intervention américaine il y a plus de cent ans, lorsque les Marines américains ont envahi Haïti en 1915. Les États-Unis ont continué cette occupation pendant 20 ans. Cela était conforme à la politique impérialiste américaine de la doctrine Munroe, qui repose sur la possibilité pour les États-Unis d'intervenir dans n'importe quelle partie de l'hémisphère occidental s'ils estiment que c'est dans leur intérêt de le faire. Ces soi-disant intérêts sont en fait ceux du capital multinational américain et, en 1915, ils étaient principalement ceux de la National City Bank de New York. Il est important de noter que compte tenu de l'évolution de la situation en Haïti au cours des dernières années, l'invasion fait suite à une période d'instabilité socio-économique et à l'assassinat du président de l'époque. Cette instabilité a été financée et organisée par ladite National City Bank de New York et dans le but de créer les conditions d'une intervention militaire américaine. Cette occupation américaine a soumis les Haïtiens à des conditions inhumaines de travail forcé. - La politique Munroe des États-Unis impérialistes a permis de s'emparer du président démocratiquement élu Jean Bertrand Aristide et de l'expulser physiquement d'Haïti en 2004. Cela s'est produit dans le contexte d'actes de violence armée menés par Guy Phillippe, qui a ensuite été condamné aux États-Unis pour un certain nombre d'infractions pénales et y a été emprisonné de 2017 à novembre 2023. - Il convient de noter qu'en 1994, 20 000 soldats américains sont allés en Haïti pour « restaurer la démocratie » et que les troupes américaines et d'autres pays sont restées pendant six ans. - Après le coup d'État de 2004, les États-Unis et d'autres pays ont de nouveau envoyé des troupes sous la bannière des Nations Unies. Cette intervention connue sous le nom de MINUSTAH s'est poursuivie pendant treize ans. La MINUSTAH a apporté une grande misère au peuple haïtien alors que les troupes ont introduit le choléra, entraînant la mort de plus de 10 000 personnes et l'infection de centaines de milliers d'autres ; et de nombreux cas d'abus physiques et sexuels perpétrés par les troupes ; ainsi qu'un massacre perpétré par les troupes brésiliennes. - Durant 41 des 108 dernières années, les États-Unis et leurs alliés ont déployé des troupes en Haïti. Le peuple haïtien, fier de sa guerre qui l'a libéré de l'esclavage et a fait d'Haïti une nation indépendante – la deuxième seulement dans cet hémisphère – est donc totalement opposé à une intervention militaire. - Nous, l'Assemblée des Peuples de la Caraïbe, avons toujours soutenu et réitérons aujourd'hui notre soutien au peuple haïtien dans sa demande qu'il n'y ait pas d'intervention militaire étrangère en Haïti. - Nous disons que la seule voie à suivre est de permettre au peuple haïtien de mettre en place un gouvernement de transition comme le propose l'Accord du Montana.

L'Assemblée des peuples caribéens : David Abdallah, Pour et au nom du Comité exécutif régional - 1. David Abdulah, Trinité-et-Tobago - 2. David Denny, Barbade - 3. Camille Chalmers, Haïti - 4. Robert Saé, Martinique - 5. Pedro Franco, République Dominicaine - 6. Hilda Guerrero, Porto Rico - 7. Section cubaine de l'ACP, Cuba - 8. Claudette Etnel, Suriname -

Les femmes atteintes d'un cancer du sein empêchées d'être soignées par Israël

Aseel Mousa, 26 mai 2023 [quatre mois avant le 7 octobre 2023, où *tout* a commencé, comme tout le monde sait]-<https://charleroi-pourlapalestine.be/index.php/2023/06/03/les-femmes-atteintes-dun-cancer-du-sein-empechees-detre-soignees-par-israel/>

Les patient.e.s de cancer sont en train de mourir lentement en raison du blocus contre Gaza et des décisions arbitraires d'Israël. La vie de Najla Irjilat peut reposer dans les mains d'Israël. En juin 2022, elle a été diagnostiquée d'un cancer du sein. En septembre dernier, sur les recommandations de ses médecins, elle a subi une opération à Gaza afin de se faire enlever une tumeur maligne. Suite à cette opération, elle a reçu de la chimiothérapie, après quoi on lui a conseillé de subir des séances de radiothérapie. Un problème important venait entraver l'organisation de ces séances : L'équipement requis n'est pas disponible à Gaza. Et c'est ainsi que Najla a été renvoyée à l'hôpital Augusta Victoria à Jérusalem-Est occupée. L'hôpital lui a fixé un rendez-vous au 3 mai de cette année. Le rendez-vous a été manqué. Les autorités israéliennes n'ont pas répondu à sa demande de permis de voyage. Sa sœur Yasmin a elle aussi demandé une autorisation de l'accompagner mais les autorités israéliennes ont également rejeté sa demande. Avec l'aide d'Al Mezan, une organisation de défense des droits humains installée à Gaza, Najla a introduit une autre demande de permis de voyage en vue



d'un rendez-vous le 7 mai (la date postposée). La seule réponse qu'elle a reçue disait que sa requête et une nouvelle requête de sa sœur afin de pouvoir l'accompagner étaient « sous examen ». « Une fois de plus, j'ai été empêchée de voyager pour ce traitement », déclare Najla, 45 ans et mère de six enfants. Elle vient d'introduire une troisième requête. Alors que l'Autorité palestinienne s'est dite d'accord pour couvrir les frais de son traitement, Najla n'a toujours pas reçu de réponse d'Israël. « La radiothérapie est d'une importance cruciale pour empêcher le cancer de revenir », dit-elle. « Tout retard expose ma vie à un danger significatif. » Le calvaire des patient.e.s médicaux (-cales) de Gaza a occupé les gros titres internationaux voici quelques semaines. Comme Israël se livrait à une attaque à grande échelle contre Gaza au début de ce mois [qui s'en souvient ?], la BBC et d'autres canaux d'information ont rapporté que des centaines de personnes – la plupart souffrant d'un cancer – étaient empêchées de voyager pour recevoir un traitement pourtant urgent. Les gros titres ont brièvement attiré l'attention sur les conséquences mortelles des restrictions de déplacement imposées par Israël aux Palestiniens.e.s. Ces restrictions ont lieu également quand Israël ne soumet pas Gaza à d'incessantes frappes aériennes. La plupart des exemples dans lesquels Israël empêche des patient.e.s de respecter leurs rendez-vous ne sont pas mentionnés dans la presse.

En avril 2022, Aisha al-Nader a été diagnostiquée d'un cancer du sein et d'un lymphome. Les médecins de Gaza ont renvoyé Aisha à l'hôpital arabe Istishari de Ramallah, en Cisjordanie. Mais elle n'a pas été à même de respecter un rendez-vous fixé en juillet dernier : Israël ne voulait pas lui fournir de permis de voyage. Son frère Hussein a cherché de l'aide du côté des organisations de défense des droits humains... On lui a donné un nouveau rendez-vous à Ramallah pour fin février, mais Israël a encore refusé de délivrer un permis de voyage. « Ma sœur est en train de mourir lentement en raison du blocus contre Gaza... », explique Hussein. « ... et des décisions arbitraires des autorités israéliennes. »

Aseel Mousa est une journaliste freelance palestinienne qui vit et travaille à Gaza. Publié le 26 mai sur [The Electronic Intifada](https://www.trtfrancais.com/actualites/gaza-dix-mille-malades-atteints-de-cancer-dans-la-detresse-16511749) - **Gaza: Dix mille malades atteints de cancer dans la détresse** - TRT, 3 janvier 2024 - <https://www.trtfrancais.com/actualites/gaza-dix-mille-malades-atteints-de-cancer-dans-la-detresse-16511749>

HOMMAGE AUX FEMMES PALESTINIENNES

HAWA DITE FILY SY SAVANE, chargé des questions administratives de l'Association Politique FASO KANU du Mali

C'est avec beaucoup de douleur que je m'adresse au PEUPLE PALESTINIEN, particulièrement les FEMMES, Qui vivent dans un enclos, Qui sont privées de tous les droits humains dans leur propre pays, Qui sont sous la torture, sous l'emprise et la puissance de feu d'Israël pour l'extermination quoi qu'il en coûte de ce PEUPLE dans le but d'atteindre ses objectifs sionistes.

Nous sommes au mois de mars. Une journée internationale, le 8 mars, est dédiée aux femmes, qui s'étaient battues contre l'exploitation inhumaine qui leur avait été infligée par les capitalistes et les impérialistes. A travers ce mois de mars, je voudrais vous rendre un vibrant hommage et vous affirmer notre solidarité indéfectible à votre courage contre l'agression sioniste d'Israël, qui, sans foi ni loi, qui n'épargne rien et qui n'a aucune justification de ses actes sauf ses ambitions sionistes en complicité avec ses alliés. Ainsi vous êtes entrain d'endurer ces violences non qualifiables qui se passent sous les yeux de l'ONU, censée protéger et imposer les droits de l'homme. Depuis sa création à nos jours, elle n'a pas pu résoudre les agressions impérialistes. Elle est entrain de montrer ses limites comme toujours d'ailleurs face à l'oppression des puissances sionistes contre le PEUPLE PALESTINIEN.

Dans cette situation qui dépasse tout entendement, les FEMMES PALESTINIENNES sont entrain de tenir le FLAMBEAU, Le FLAMBEAU de la RÉSISTANCE, le FLAMBEAU de la LIBERTÉ, le FLAMBEAU de L'ESPOIR, le FLAMBEAU d'un PEUPLE contre le joug des puissances sionistes.

Nous avons le devoir de tenir ensemble ce FLAMBEAU pour Humaniser notre planète. Ensemble imposons le respect de la vie humaine partout dans le monde. FASO KANU condamne cette agression et appelle à la mobilisation pour assurer un cessez-le-feu durable et la fin du siège de Gaza.

VIVE LA PALESTINE LIBRE

Aux partis, mouvement sociaux et organisations de solidarité avec Cuba

Je vous partage cet important message de l'ICAP et du gouvernement cubain, qui s'adresse aux partis, mouvement sociaux et organisations de solidarité. Dans ces moments difficiles pour notre pays, votre soutien est indispensable et, comme toujours, nous comptons sur vous pour défendre la dignité et la souveraineté de Cuba

face à ceux qui nous attaquent. Viva Cuba ! Ernesto González de la Torre - Troisième Secrétaire/Affaires Politiques - Ambassade de Cuba en France

Les ennemis de la Révolution prétendent de nouveau utiliser de manière opportuniste et manipulatrice, à des fins de déstabilisation, la situation économique complexe à laquelle nous faisons face. Dimanche 17 mars, dans l'après-midi, des groupes de citoyens de l'Est du pays ont exprimé leur insatisfaction devant les difficultés qui frappent deux domaines cruciaux de la vie quotidienne : le déficit de la production d'électricité et la distribution d'aliments. Des terroristes patentés, basés aux États-Unis en ont aussitôt profité pour inciter à des actions contraires à la tranquillité, à l'ordre intérieur et à la paix qui caractérisent normalement notre société. Les images de ce qu'il s'est vraiment passé sont éloquentes. Les principaux dirigeants du Parti communiste de Cuba et du gouvernement à ces endroits-là se sont mêlés au peuple pour écouter ses réclamations, comprendre, dialoguer et expliquer les énormes efforts que consent le pays pour améliorer la situation. Il y a toujours régné un climat de tranquillité, aurait-on beau recourir aux stratagèmes les plus grossiers pour tenter de manipuler les événements. L'administration étasunienne et son ambassade à La Havane, s'ingérant sans scrupules, ont lancé des messages qui dénaturaient la réalité, allant jusqu'à exprimer leur préoccupation pour le respect des droits humains de notre peuple. C'est là faire preuve d'un cynisme absolu et se parer d'une autorité morale qui lui fait absolument défaut : car c'est justement le gouvernement des États-Unis qui est le responsable direct de la grave situation économique que traverse notre peuple, dans la mesure où il a durci son blocus et inscrit Cuba sur sa liste illégitime des États censément commanditaires du terrorisme international, ce qui a de lourdes retombées sur notre pays, et ce dans le seul but de déstabiliser la Révolution et de la liquider. Le moindre effort du gouvernement cubain pour améliorer les conditions de vie du peuple se heurte aux obstacles qu'impose cette politique injuste, illégale et génocidaire, doublée d'une campagne médiatique féroce et du recours aux instruments de la guerre non conventionnelle. L'appui résolu des forces politiques amies, des mouvements sociaux et des organisations de solidarité dans le monde s'avère indispensable en ces moments cruciaux. Face aux tentatives de dénaturer notre réalité, de discréditer la Révolution et ses dirigeants, nous pouvons compter sur votre accompagnement historique pour défendre, ensemble, la vérité de Cuba et son droit légitime d'édifier une société souveraine et indépendante, sans ingérences ni pressions extérieures.

Vietnam

« Nous ne nous arrêterons pas là, nous continuerons » à lutter contre la corruption

tiré de Histoire et Société/France - 26/11/23

Vietnam : « Nous ne nous arrêterons pas là, nous continuerons » à lutter contre la corruption, a martelé cette semaine le secrétaire général du Parti communiste, l'homme fort du pays, Nguyen Phu Trong. Le président chef d'Etat est un homme jeune Vo Van Thuong, qui a récolté 487 des 488 voix de l'Assemblée nationale, étant le seul candidat pour succéder à Nguyen Xuan Phuc, qui a été forcé à démissionner en janvier dernier. Le nouveau président, âgé de 52 ans, s'est dit « déterminé à lutter contre la corruption et les pratiques malsaines » mais son rôle est plus destiné à la diplomatie extérieure, l'homme fort est plus que jamais le secrétaire du Parti communiste Vietnamien Nguyen Phu Trong. (...)

La réalité de la campagne anti-corruption et ses soubassements

Aujourd'hui au Vietnam, le gouvernement poursuit ses coups de filet anticorruption qui ont déjà conduit cette année à l'arrestation de dirigeants politiques et de personnalités des affaires de premier plan. Parmi les dernières affaires : une escroquerie aux obligations qui a floué plus de 6 000 investisseurs et surtout le détournement de 12 milliards de dollars d'une banque vietnamienne par un promoteur immobilier. « *Nous ne nous arrêterons pas là, nous continuerons* », a martelé cette semaine le secrétaire général du Parti communiste. En poste depuis 2011, c'est lui qui a entamé en 2016 une campagne anticorruption, surnommée « *la fournaise ardente* » depuis qu'il a assimilé les officiels corrompus à du « *petit bois* ». Une campagne qui n'épargne désormais ni les grands patrons du privé ni les hauts cadres du Parti, rapporte notre correspondant à Ho Chi Minh Ville.

Ces propos du numéro 1 vietnamien font suite à la publication par la police des résultats de plusieurs enquêtes. Dans l'affaire principale, qui a fait la Une des journaux, la présidente d'un grand groupe immobilier aurait détourné des milliards de dollars d'une des plus grandes banques vietnamiennes : selon des conclusions diffusées par un média d'État la semaine dernière, les enquêteurs ont établi que la présidente du conglomerat Van Thinh Phat, Truong My Lan, et ses complices avaient dérobé « à des fins personnelles » quelque 304.000

milliards de dongs (11,5 milliards d'euros) à une banque locale. Une somme correspond à environ 3 % du Produit intérieur brut (PIB) du Vietnam pour l'année 2022.

La justice vietnamienne a aussi annoncé hier, vendredi, poursuivre le patron d'une importante entreprise de boissons, soupçonné d'avoir détourné une trentaine de millions d'euros, dans le cadre de la vaste opération anticorruption décrétée par le pouvoir communiste. Tran Qui Thanh, président et fondateur du producteur de boissons Tan Hiep Phat, et ses deux filles sont soupçonnés d'avoir détourné à leur profit quelque 767 milliards de dongs, soit 29 millions d'euros.

Le pays poursuit donc sa politique anti-corruption et ses purges qui n'épargnent pas le sommet de l'État. En début d'année, le président vietnamien lui-même avait été poussé à la démission. Il a dû démissionner en janvier dans le [cadre d'une vaste purge anticorruption](#) menée par Nguyen Phu Trong, le secrétaire général du parti. Une centaine de hauts fonctionnaires et responsables politiques avaient été épinglés par l'enquête.

Qui est Nguyen Phu Trong ?

Nguyễn Phú Trọng (prononciation vietnamienne : [ɲwìəŋ¹?] fu¹ tɛaw^hm¹?] ; né le 14 avril 1944) est un homme politique vietnamien qui occupe le poste de secrétaire général du Parti communiste du Viêt Nam depuis 2011. En tant que chef du secrétariat du parti, du Politburo et de la Commission militaire centrale, Trọng est le dirigeant suprême du Vietnam. Il a également été président du Vietnam de 2018 à 2021. Il faut bien mesurer que derrière ce triomphe d'un dirigeant, il y a au sein du Parti communiste vietnamien et du pays des choix collectifs. Ainsi, il a été noté un investissement de la jeunesse vietnamienne dans le Parti, l'État plutôt que dans le secteur privé, ce qu'on retrouve en Chine. Une forte nostalgie de l'URSS dont bénéficie Poutine, et une colère contre les abus des cadres qui prônaient le plus l'"ouverture". Le covid a joué un rôle de transformation des mentalités. On interprète le renforcement de Trọng et de sa lutte contre la corruption effective proche de la politique de Xi comme la victoire non seulement du parti communiste sur le gouvernement et le parlement, mais au sein du parti le renouveau du comité central contre les éléments liquidateurs du Politburo. Aujourd'hui l'occident s'interroge sur la politique du Vietnam et sur le rôle joué par l'homme fort du Vietnam, celui qui a décrit la stratégie de son pays comme celle du "bambou". Voici en quelques paragraphes le résumé de qui est Nguyễn Phú Trọng.

Trọng a rejoint le Parti communiste en 1968 et a gravi les échelons de la section consacrée au travail politique. Il a ensuite rejoint le Comité central du parti en 1994, son Politburo en 1997 et l'Assemblée nationale du Vietnam en 2002. Entre 2000 et 2006, il a été secrétaire du comité du Parti de Hanoï, le poste le plus élevé de la ville. Il a ensuite été président de l'Assemblée nationale de 2006 à 2011. Il a été élu secrétaire général lors du 11e Congrès national du parti en 2011 et réélu lors du 12e Congrès national en 2016. Au cours de son mandat, il a mené une vaste campagne anti-corruption, impliquant de nombreux hauts fonctionnaires. Il est devenu président en 2018 à la suite de la mort du président Trần Đại Quang, devenant ainsi la troisième personne à diriger simultanément le parti et l'État après Hồ Chí Minh (au Nord-Vietnam uniquement) et Trường Chinh. Lors du 13e Congrès national en 2021, il a été réélu secrétaire général, devenant le troisième dirigeant du Vietnam à obtenir un troisième mandat (après Hồ Chí Minh et Lê Duẩn), et a été remplacé par Nguyễn Xuân Phúc en tant que président.

Le 31 janvier 2021, Nguyễn Phú Trọng a été réélu secrétaire général pour un troisième mandat par la 1ère session plénière du 13e Comité central, faisant de lui le premier dirigeant depuis Lê Duẩn (1969-1986) à servir plus de deux mandats. Le 1er février 2021, Nguyễn Phú Trọng a donné une conférence de presse. Nguyễn Phú Trọng a dit que je ne suis pas en très bonne santé [...] Je suis vieux et je veux me reposer, mais le Congrès m'a élu et je vais donc me conformer à mon devoir de servir en tant que membre du parti. Trọng est la troisième personne à être élue secrétaire générale du PCV pour un troisième mandat, les autres étant Hồ Chí Minh et Lê Duẩn.

Mais en janvier 2022, il a été destitué de son mandat de président de la République à la quasi unanimité de l'Assemblée nationale et remplacé par Phuc qui n'a pas fait long feu. Trong tout en s'affirmant vieux et malade a repris les rennes de ce que ses adversaires pro-occidentaux qualifient de la tendance "conservatrice" qui est en fait marxiste léniniste et pratiquant de bonnes relations avec la Chine sans renoncer à un partenariat que Trong a qualifié de "la stratégie du bambou". En 2022, entre le 30 octobre et le 2 novembre, Trọng s'est rendu en Chine et a rencontré le secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC), Xi Jinping, devenant ainsi le premier dirigeant étranger à rencontrer Xi Jinping après qu'il ait obtenu un troisième mandat lors du 20e Congrès national du PCC. Les deux dirigeants ont publié une déclaration commune, appelant à la coopération dans les domaines économique, politique, de la défense et de la sécurité et à travailler ensemble dans « la lutte contre le

terrorisme, les révolutions de couleur et la politisation des questions de droits de l'homme ».

En janvier 2023, Phúc a démissionné de la présidence en raison de scandales de corruption, ce qui a conduit l'allié de Trọng, Võ Văn Thường, à lui succéder en mars. Du 21 au 23 mai 2023, le vice-président du Conseil de sécurité russe, Dmitri Medvedev, s'est rendu au Vietnam et a rencontré Nguyễn Phú Trọng. Ils ont discuté du renforcement des relations entre la Russie et le Vietnam et de la situation internationale actuelle. Comme l'ont souligné de nombreux articles y compris critiques de la BBC, l'opinion publique vietnamienne éprouve une véritable nostalgie pour l'URSS et voit en Poutine son successeur et elle se félicite de l'intervention russe en Ukraine, qu'elle identifie au soutien dont le Vietnam a lui-même bénéficié.

La stratégie du bambou

Lors d'une visite au Vietnam le 10 septembre 2023, le président américain Joe Biden s'est entretenu avec Nguyễn Phú Trọng, le gouvernement vietnamien élevant les relations entre les deux pays à celle d'un partenariat stratégique global, le plus élevé décerné par le Vietnam. Le Vietnam poursuit son chemin vers un rapprochement essentiel avec les États-Unis pour soutenir son économie mondialisée. Cependant, il doit également ménager la Chine, qui est à la fois un modèle politique et un voisin potentiellement menaçant et à l'appui essentiel.

Dans son discours sur la diplomatie en décembre 2021, Nguyen Phu Trong, le leader vietnamien, a évoqué la voie de la neutralité adoptée par le pays. Cette approche subtile rappelle le positionnement fragile et délicat du Vietnam entre les deux puissances régionales. La diplomatie vietnamienne repose sur le multilatéralisme, il est entré à sa manière dans le monde multipolaire dans un équilibre particulier entre la Chine, la Russie et les USA. Idéologiquement, Trọng est considéré comme venant de la faction marxiste-léniniste la plus "conservatrice" au sein du PCV. Il s'est longtemps insurgé contre la perte de la « vertu marxiste-léniniste » de certains membres du parti. Trọng a déclaré qu'« un pays sans discipline serait chaotique et instable [...]. Nous devons trouver un équilibre entre la démocratie et la loi et l'ordre ».

Au plan intérieur face à la nécessité d'attirer les investissements capitalistes tout en renforçant la démocratie communiste, le rôle du parti et le respect de la planification au service du peuple et de la nation vietnamienne, il a défini ce qu'il a appelé le concept de "diplomatie du bambou", le bambou qui présente bien des caractéristiques ne serait-ce que de pousser comme du chiendent, d'envahir l'espace, et d'avoir des usages infinis symbolise l'unité et la solidité du pays, tout en restant flexible en haut, ouvert à tous les partenariats de développement mais il ne peut pratiquer cette ouverture qu'à cause de la force et de la fermeté du bambou.

VÉRITÉ ET JUSTICE POUR SAMBA DIOR DIAGNE

Comité des Sans Papiers 59 *CSP59*/Collectif Afrique/ AESN/France/UTSFrance

Le 13 mars à Wattignies, un jeune Sénégalais est tué à domicile de 5 balles tirées par deux policiers.

Comme le dit Jacques Nteka Bokolo « Si l'humanité habitait en chacun, le pouvoir serait un instrument au service de la justice et non à celui de la domination ».

De multiples explications ont été diffusées dans la presse, mais la mort de Samba Dior Diagne exige de répondre aux questions suivantes : - Quelle crédibilité peut avoir cette histoire de « taser, puis de LBD » qui n'aurait eu aucun effet ? - Pourquoi 5 balles sur des parties vitales du corps ? - Pourquoi les policiers n'ont-ils pas tiré dans les jambes ou les bras ? - Apprennent-ils vraiment ces policiers à neutraliser et non tuer à l'école de police ?

Force est de constater que : - certains policiers ont la gâchette facile contre les jeunes et en particulier les jeunes Noirs, Arabes, Berbères, musulmans. - les politiques et discours médiatisés négrophobe, arabophobe, romophobe, islamophobe et de criminalisation de l'immigration, non seulement font le lit de l'extrême droite fasciste qui menace tout le monde, mais banalisent des pratiques racistes, discriminatoires et hors la loi parmi les forces de l'ordre. La liste des bavures policières est longue, incessante et toujours en augmentation. Comment ne pas faire le lien avec l'impunité ? STOP À L'HÉCATOMBE.

La famille en France et au Sénégal s'est constituée partie civile en prenant un avocat. IL FAUT QUE LA JUSTICE DISE LA VÉRITÉ ET LE DROIT.

